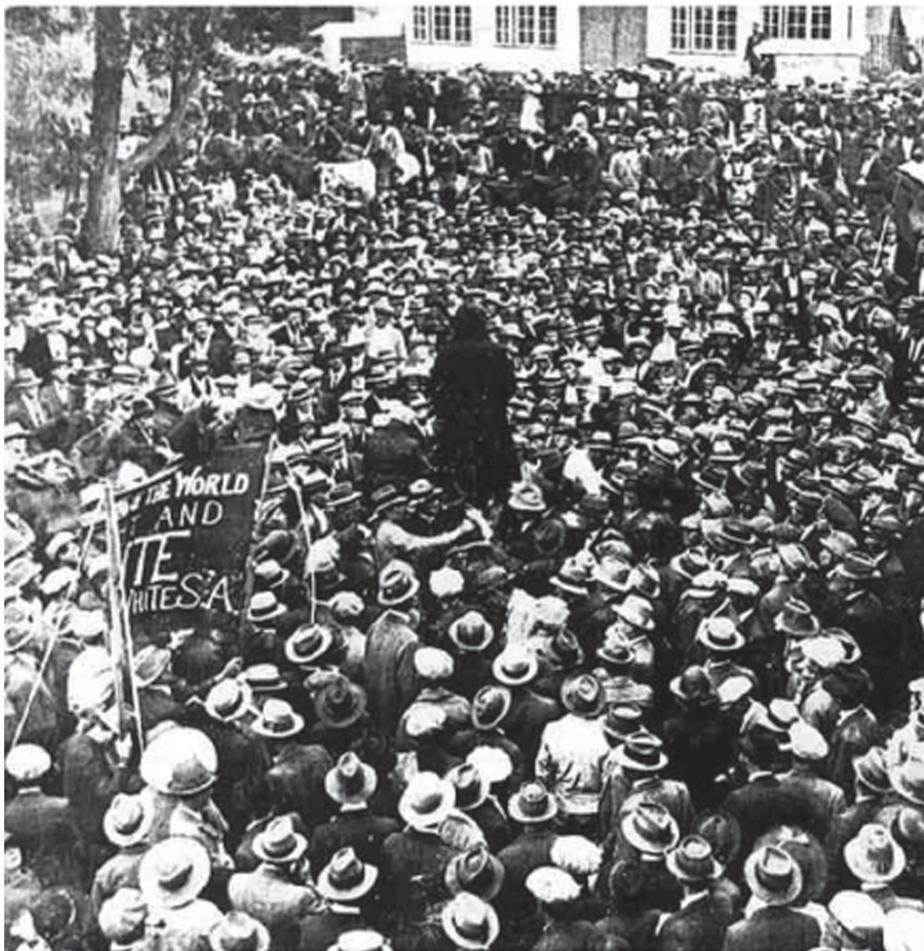


White Riot

**Classe et race
en Afrique du Sud, 1922**



Gilles Dauvé

Gilles Dauvé, mars 2018
DDT21
<https://ddt21.noblogs.org>



Quatre, printemps 2021
<https://quatre.zone>

White Riot

Classe et race en Afrique du Sud, 1922

Le 18 avril 1922, par un message téléphonique « top secret », Lénine demande à Zinoviev, dirigeant de l'Internationale communiste, de faire envoyer des agents de l'IC « *en Afrique du Sud, pour réunir l'information la plus détaillée et la plus complète [...] sur le soulèvement ouvrier récemment réprimé. Cela devrait être fait le plus tôt possible, et avec le maximum de précautions, car nous pouvons être sûrs que les Britanniques vont tout faire pour éviter la moindre possibilité de contact avec les insurgés qui n'ont pas encore été fusillés ou emprisonnés* ».

Une insurrection ouvrière venait en effet de secouer le Rand, et de faire plus de 200 morts.

Mais ce que les bourgeois dénonçaient comme « révolte rouge » a ceci de surprenant d'avoir eu pour cause une lutte des mineurs blancs contre la menace de perdre leur emploi au bénéfice de mineurs noirs, donc la défense de privilèges « raciaux » d'une partie des prolétaires contre une autre. De plus, sur la quarantaine de Noirs tués, la plupart l'ont été par des grévistes blancs.

Alors, qui était l'ennemi des insurgés ? les patrons ? les Noirs ? ou les deux à la fois ? Dans une insurrection menée explicitement au nom de la classe et de la race, quel sens reste-t-il à « classe » et « race » ainsi confondues ?

I. Concurrence impérialiste

En Afrique du Sud se sont affrontées deux colonisations de peuplement, anglaise et hollandaise, l'enjeu étant de savoir qui exploiterait la population colonisée. Les Noirs ont subi deux dominations rivales : celle des *burgers* (« bourgeois »), en majorité d'origine hollandaise et surtout paysans (boers en néerlandais), qui a débuté au *xvi^e* siècle, et, à partir du *xix^e* siècle, celle des colons en majorité britanniques, beaucoup mieux insérés dans le capitalisme moderne. En effet, au *xix^e* siècle, avec les découvertes des diamants et de l'or, le centre de gravité économique et le pouvoir politique passent d'un monde rural traditionnel à une société industrialisée et urbaine. Le conflit entre les colons boers et la Grande-Bretagne impériale est le dernier épisode de la rivalité anglo-hollandaise datant du *xvii^e* siècle, sauf que deux cents ans plus tard l'Angleterre domine le monde. Après deux guerres, en 1880-1881 et surtout celle, menée sans pitié, de 1899-1902, la défaite des Boers donnera naissance à l'Union sud-africaine, « dominion » de l'Empire britannique, rassemblant quatre États, le Natal, le Cap, le Transvaal et l'Orange, ces deux derniers conquis par les Britanniques en 1902.

L'acte d'union signifiait la victoire des intérêts miniers des « Anglais » sur la communauté rurale de ceux qui se nomment Afrikaners, inadaptés à gérer une économie industrielle et financière : victoire du mondial sur le local.

Par réaction, les ex-Boers garderont un conservatisme fortement religieux, un racisme revendiqué et une hostilité à l'autorité anglaise, perçue comme imposée et étrangère, d'où un « nationalisme » afrikaner particulier. Quoique pays indépendant,

l'Union d'Afrique du Sud, née en 1910, est en effet une monarchie constitutionnelle sous l'autorité nominale de la Couronne britannique. Divers politiciens ne manqueront pas d'exploiter ce ressentiment en revendiquant la transformation du pays en république. Il n'est pas indifférent que le mot *burger*, désignant au *xix^e* siècle le citoyen libre des deux ex-républiques boers, reste d'usage courant des dizaines d'années après la disparition de ces États, comme si les habitants de ces régions continuaient de se définir par ce qu'ils avaient été, les pionniers d'une civilisation rurale, patriarcale, et bien entendu blanche au milieu d'un monde noir perçu comme ensauvagé et éternellement menaçant.

Par la suite, au cours du *xx^e* siècle, il y aura conflit, inclusion, compromis, entente entre les différentes couches bourgeoises, non sans heurts, qui rebondiront jusqu'au lendemain de 1945, et ne seront résolus qu'avec la fin de l'apartheid, en 1991.

Comme le reste du monde, l'Afrique du Sud est marquée par la relation capital/travail salarié, par l'affrontement et la négociation entre bourgeois et prolétaires, mais dans ce pays la lutte autour du rapport salaires/profits passe aussi par une lutte pour savoir qui est employé et sur quel emploi.

Un des principaux lieux de conflits est le Witwatersrand, souvent abrégé en Rand, une des régions aurifères les plus riches du monde, d'environ 100 km de long, à la lisière de laquelle Johannesburg était né comme ville de prospecteurs d'or, passant de 3 000 habitants en 1886 à 100 000 dix ans plus tard. En 1913, 40 % de la production mondiale d'or provenaient du Rand, qui dans les années trente fournira à l'État sud-africain près de la moitié de ses revenus. C'est dans la partie orientale que se

trouvent la plupart des lieux dont nous parlerons. Moins peuplé, moins ouvrier et moins riche en mines, l'Ouest sera peu actif dans les événements.

II. Travail blanc et travail « indigène »

Le salariat est acheté par un bourgeois d'une force de travail à un prolétaire dépourvu de moyens d'existence, et « libre » de se salarier ou de mourir de faim. Mais même cette liberté-là est souvent inaccessible au prolétaire, car il s'en faut de beaucoup que cet échange soit toujours libre.

Dans le travail en servitude ou pour dettes (*bonded* ou *indentured labour*), dans le péonage, dans l'embauche du migrant avec ou sans papier, dans l'esclavage moderne déguisé en salariat, un rapport de domination spécifique « surdétermine » le rapport d'exploitation. Au ^{xvii}e siècle, la moitié des immigrants blancs (ouvriers ou domestiques) venus sur les colonies qui deviendront les États-Unis étaient liés par contrat à leur employeur pour plusieurs années. Plus tard, l'Empire britannique transporta deux millions d'Asiatiques (Indiens en grande majorité) dans ses diverses possessions pour les soumettre à un travail salarié forcé dans des conditions d'exploitation maximale.

En Afrique du Sud, la discrimination raciale (*colour bar*) impliquait une résidence forcée et limitée, contrôlée par un passeport intérieur (*pass*), laissez-passer mentionnant aussi l'employeur (blanc) et la durée du contrat. Sans ce document, un Noir pouvait être accusé de vagabondage. Le système du *pass* ne cessera d'évoluer, jusqu'à sa codification par l'apartheid en 1948, et ne disparaîtra qu'après 1986.

Dans la mesure où l'on peut parler d'un marché libre du travail, c'était donc en Afrique du Sud un privilège des Blancs.

Anglaise et hollandaise, la colonisation s'est employée à transformer la population noire en prolétaires (de la terre et de l'industrie), en la dépossédant de ses moyens de vivre pour l'obliger à travailler pour des Blancs, et, lorsque cela ne suffisait pas, à les y contraindre à force d'impôts écrasants. En 1807, l'interdiction de la traite par l'Angleterre renchérit l'importation et le coût des esclaves. Deux ans plus tard, la colonie du Cap oblige tout Hottentot¹ à travailler pour un Blanc. À la fin du siècle, pour mieux mettre les prolétaires au travail productif, les payer le moins possible et maîtriser leur résistance, les bourgeois envisagent même d'importer des Italiens. La solution est rejetée, et le pays divisé en lots, chacun avec son conseil de village chargé de percevoir un impôt sur tout indigène qui ne travaille pas trois mois sur douze pour un Blanc. Parallèlement, des Blancs s'approprient les meilleurs sols, avec obligation aux Noirs de venir y travailler. C'est la création d'une classe (ou d'un peuple ? en l'occurrence les deux se ressemblent) sans terre.

Mais le manque de force de travail, qualifiée et non qualifiée, conduit à étendre le travail non libre à d'autres groupes que les Noirs. Entre autres à des Indiens, à partir de 1860, souvent *indentured laborers* employés dans la canne à sucre. Certains s'installent, deviennent ouvriers, domestiques, cheminots, mineurs, petits

1 Hottentot(s) : peuple de pasteurs nomades habitant l'ouest de l'Afrique du Sud et la Namibie. Leur nom de Hottentots, terme péjoratif donné par les Boers et les Hollandais, signifie « bornés, stupides ou bredouilleurs ».

paysans, puis viennent d'Inde des commerçants. Cette population finit par excéder le besoin qu'en a l'économie. En 1895, pour 40 000 Blancs, le Natal compte 400 000 Noirs et 80 000 Indiens (ces deux groupes étant non électeurs). Pour forcer au départ les Indiens, on leur impose, jusqu'à six mois de salaire, et on leur interdit d'acheter de la terre. Cela n'empêche pas la résistance, par exemple une grande grève des ouvriers indiens des mines de charbon à Newcastle.

En 1906, 50 000 Chinois sont importés dans le Rand, enfermés dans des *compounds*, dortoirs-ghettos uniquement masculins, avec des contrats de trois ans. Le Chinois n'est pas toujours docile : rendement insuffisant, petite délinquance, la plupart sont rapatriés, et l'expérience terminée au bout de cinq ans.

C'est donc en priorité aux Noirs qu'il faut faire appel, bien sûr seulement dans les emplois les moins qualifiés, comme auparavant les Chinois. Le colonialisme est une machine à fabriquer des prolétaires. En 1929, dans le Transkei, où vivent 1 million de Bantous et 20 000 Blancs, « *chaque famille a si peu de terre et les impôts sont si lourds qu'elle ne peut subsister qu'en envoyant les hommes à la mine* » (Edward Roux).

Loin d'être passifs, les Noirs osent se révolter. Nous ne donnerons que quelques exemples. En 1919, le South African Native National Congress, ancêtre de l'ANC, organise un mouvement pour le boycott des magasins d'entreprise (où les produits coûtent plus cher qu'ailleurs) et pour des augmentations de salaire. Des *passes* sont brûlés publiquement. Malgré une mobilisation intense, la participation de nombreuses femmes et des dizaines de milliers de grévistes, c'est

un échec. L'année suivante, la grève de 40 000 mineurs noirs est brisée, faute de coordination, et handicapée par la venue de « jaunes » blancs. L'appel des socialistes radicaux de l'International Socialist League (voir chapitre 5) aux Blancs à ne pas briser la grève des Noirs reste sans écho. À ces combats s'ajoute l'opposition à l'accaparement des terres par les Blancs, qui provoque en 1899-1902 une véritable guerre des paysans africains. Parfois, la résistance prend une coloration religieuse messianique, inspirée de l'Ancien Testament, les Noirs s'assimilant aux Hébreux en lutte pour leur pays. Comme en 1921 : tout se termine en massacre. Un an après, au Botswana, une révolte contre un impôt sur les chiens est réprimée à coups de mitraillage et de bombardement aérien : 100 morts. En résumé, une accumulation de défaites suivies de nouvelles tentatives pour se défendre et s'organiser.

Mais, dans tout cela, les luttes des Blancs et des Noirs tracent des parallèles qui se rejoignent d'autant moins que la rencontre physique est rare. La majorité des mineurs noirs logent dans des *compounds*, les Blancs habitent en famille dans des quartiers d'habitations. Il n'y a pas de vie commune hors travail.

Et, quand ils se côtoient au travail, c'est séparés en deux mondes différents.

En 1922, dans les mines d'or du Rand, 20 000 Blancs qualifiés supervisent et contrôlent 180 000 mineurs non européens. Le travail est très dur pour tous : les Blancs souffrent de la silicose, et l'on parle de milliers d'accidents mortels parmi les ouvriers africains (dont personne ne se soucie d'établir la statistique précise). L'organisation du travail, très spécialisée, fait ressembler la main-d'œuvre à une

armée, et un inspecteur des mines compare les ouvriers blancs à des sous-officiers. Le modèle maître/serviteur vaut au fond comme en surface (beaucoup d'ouvriers blancs emploient d'ailleurs chez eux des domestiques noirs). De plus, non seulement le mineur blanc joue le rôle d'un contremaître, mais il est payé selon le rendement de son équipe (noire), qu'il a donc intérêt à exploiter au maximum, et il ne se prive pas d'exercer une violence contre ses subalternes. Les Noirs, eux, ne bénéficieront de stimulants matériels que dans les années soixante.

Voyageant en Afrique du Sud en 1910, le dirigeant syndicaliste anglais Tom Mann constate que « *le travail réel de la mine est fait par l'indigène, sous la supervision de l'homme blanc. Et la rémunération des Noirs est si dérisoire qu'on les embauche en grand nombre pour servir de travailleurs et d'aides à l'homme blanc [qui reçoit son salaire] aux dépens de l'indigène* ».

Le syndicalisme alors dominant, organisé par métier (*craft unionism*), est fermé aux Noirs, de fait exclus des emplois qualifiés, mécanicien par exemple. Mais, quand la modernisation technique entame les qualifications, au lieu d'égaliser les conditions elle accentue l'écart, et la différence de race en prend d'autant plus d'importance. C'est une continuité du mouvement ouvrier blanc de tout faire pour éviter la concurrence d'Indiens, de Chinois et de Noirs : longtemps il y aura peu d'Indiens et de métis (*coloured*) qualifiés.

En conséquence, selon la Chambre des mines d'Afrique du Sud, organisation patronale, en 1921 le total des salaires de 21 500 Blancs se monte à 10,6 millions de livres, celui de 180 000 Noirs à six millions de livres.

Mais, face au capital, rien n'est jamais acquis définitivement au travail.

III. Lutte de classe : lutte de Blancs, lutte de Noirs

Les privilèges des mineurs blancs tiennent à leur capacité de combat.

En 1907, l'intensification du travail (le mineur blanc devra superviser trois foreuses utilisées par son équipe noire, au lieu de deux auparavant), la baisse de la rémunération à la pièce, et la proportion jugée excessive de Noirs au fond entraînent une grande grève des Blancs. Désireux de briser l'organisation ouvrière, les patrons refusent de négocier, la grève échoue, mais le syndicat – blanc – progresse.

En 1913, nouveau mouvement, déclenché par l'obligation du travail le samedi pour les mécaniciens au fond. La base déborde les institutions syndicales, une autonomie ouvrière s'ébauche, et pousse à une tentative de grève générale. Les patrons répliquent par l'embauche de briseurs de grève, majoritairement noirs. Le 5 juillet, la police tire et tue 20 manifestants blancs. Manquant de moyens, notamment militaires, le gouvernement propose un compromis : ni défaite ni victoire, les grévistes ne subiront pas de représailles, et les « jaunes » recevront une compensation publique. En revanche, la répression s'abat sur les mineurs noirs, qui quelque temps après arrêtent le travail : certains feront jusqu'à six mois de prison.

L'État a compris la leçon. Quand, en janvier 1914, les cheminots se mettent en grève, soutenus par les mineurs, le gouvernement fait appel à 70 000 hommes des commandos des *burgers* : contre le travail organisé, la petite propriété rurale (surtout afrikaner) se mobilise (le même

scénario sera rejoué en 1922). La grève est tuée dans l'œuf, des mineurs emprisonnés et des militants expédiés de force en Europe.

Dans ces trois cas – 1907, 1913 et 1914 – le facteur de race, quoique présent, tient un rôle secondaire.

Après 1914, la pénurie de main-d'œuvre due à la mobilisation de nombreux Blancs donne un avantage aux ouvriers : ils obtiennent des congés payés, une prime de guerre, la reconnaissance de leur centrale syndicale (la South African Industrial Federation), et une hausse de leur salaire nominal (rognée cependant par une baisse des salaires réels). Mais, en même temps, les privilèges des Blancs sont entamés par l'embauche de Noirs. Affirmant que les deux tiers des mineurs noirs sont maintenant des semi-qualifiés, la South African Mine Workers' Union exige en 1917 que les emplois de ce type soient réservés aux Blancs. L'année suivante, un accord de « statut quo », approuvé par un gouvernement désireux d'éviter les conflits sociaux en temps de guerre, fige les choses en l'état. Les Noirs semi-qualifiés gardent leur poste, mais on n'en embauchera plus d'autres. Les lignes raciales ne bougent pas : ce ne sera qu'un répit.

De leur côté, les ouvriers noirs ne restent pas inactifs. À l'origine syndicat des dockers noirs, l'Industrial & Commercial Union se donne en 1919 pour vocation d'organiser tous les travailleurs non européens, et servira pendant de nombreuses années d'équivalent pour les Noirs d'un grand parti politique (rôle joué ultérieurement par l'ANC : nous y reviendrons au chapitre 15).

Au Cap, en décembre 1919, 400 dockers noirs (la majorité des travailleurs du port était alors noire) font grève pour de

meilleurs salaires et contre l'exportation de produits alimentaires alors que dans les magasins les prix montent. Non soutenu par les ouvriers blancs, le mouvement meurt au bout de quelques semaines. À la même époque, à Kimberley, des Blancs brisent une grève de chauffeurs noirs. En octobre 1920, une fusillade policière tue 21 grévistes à Port Elizabeth. Un peu partout, des travailleurs de couleur arrêtent le travail, et forment des syndicats, cependant très peu dans les mines. Mais leurs actions demeurent séparées de celles des Blancs, qui ont déjà un mouvement syndical établi, dont d'ailleurs ils commencent à secouer le cadre : 1921 est une année de grèves sauvages.

IV. Grève

Début 1922, une bourgeoisie décidée à l'offensive se prépare à affronter un mouvement ouvrier blanc affaibli mais encore combatif.

Après 1918, le prix de l'or baisse, remonte en 1920-1921, les ouvriers obtenant même quelques améliorations salariales, puis la chute reprend : les bénéfiques stagnent, les coûts de production et de transport augmentent.

Pour les bourgeois, diviser les prolétaires est un impératif permanent. Mais de quelle façon dans les mines sud-africaines en 1922 ? En embauchant des Noirs dans les emplois « blancs » tout en les payant moins ? Ou en préservant les avantages des Blancs ? Cette seconde solution, auparavant la plus pratique, s'avère maintenant trop coûteuse. Un patron reproche aux Blancs (entendons aux ouvriers blancs) leur attachement « sentimental » à la ségrégation raciale (*colour bar*). Les bourgeois ne font pas de sentiment : la

rentabilité exige bien sûr que les Noirs restent très peu payés, mais aussi que les Blancs le soient moins qu'avant.

Fin 1921, on annonce une baisse des salaires, comme à plusieurs reprises dans les mines de charbon anglaises et galloises au cours des années vingt, sauf qu'en Afrique du Sud la question se complique d'une dimension raciale : la fin des contrats de 2 000 Blancs ouvre la possibilité de les remplacer par des Noirs. Les patrons ne sont ni pour les Blancs (par solidarité de couleur), ni pour les Noirs (pour les promouvoir socialement). Ils veulent exploiter au plus rationnellement Noirs et Blancs, en réorganisant le travail au fond afin de diminuer les salaires des Blancs les mieux payés. Accroître la proportion de Noirs non ou peu qualifiés, en tout cas toujours moins que les Blancs, c'est déqualifier le travail, selon la tendance générale de l'époque à la « rationalisation », dont le taylorisme reste l'aspect le mieux connu. Depuis le début du siècle, dans la plupart des pays industriels, la bourgeoisie s'efforce de contrer la marge d'autonomie dont bénéficie encore l'ouvrier professionnel (OP) en lui substituant partout où elle le peut le « manœuvre spécialisé » ou l'ouvrier spécialisé (OS). Dans les mines sud-africaines, cela passe par un combat contre la relative autonomie d'ouvriers blancs qui organisent le travail au fond, encadrent et dirigent des sous-qualifiés noirs. La bourgeoisie veut se donner le moyen de remplacer 2 000 Blancs par des Noirs semi-qualifiés moins revendicatifs. Elle entend aussi casser le cycle de négociations, où les patrons redoutent d'accorder plus qu'ils ne sont disposés à concéder.

Dans le contexte particulier d'un prolétariat racialement coupé en deux, c'était

une gestion assez classique du rapport capital/travail quand les bourgeois se jugent en position de force. Le patron exige la liberté du travail, c'est-à-dire la liberté du capital d'embaucher le prolétaire qui lui convient, s'il le faut en franchissant la barrière de race : on doit pouvoir remplacer un ouvrier (blanc) par un autre (noir) si le second est plus rentable.

« *Le gestionnaire de la mine [...] ne voit pas des Blancs et des Noirs, il ne voit que des catégories de travailleur – et c'est pour cela qu'il a été formé, il s'y tient, il est là pour essayer de réduire le coût de la main-d'œuvre en combinant de la façon la plus économique les catégories chères et les bon marché* » (Edward Roux).

Cette bourgeoisie va se heurter à des ouvriers déterminés, encouragés par les quelques concessions qu'ils ont pu arracher pendant la guerre, puis par leur capacité en 1921 à mener des grèves sauvages, dont les animateurs ont été sanctionnés par l'institution syndicale. Le projet de supprimer 2 000 emplois blancs est d'autant plus grave qu'il s'ajoute à la réduction des salaires et à la suppression des deux semaines de congés payés : la paupérisation menace l'ouvrier blanc, dont la réaction sera autant une défense du travail contre le capital qu'une défense du travail blanc.

Dès le premier jour de janvier, les mineurs blancs votent la grève à une forte majorité : environ 12 000 pour, 1 336 contre. Mais ils sont isolés. D'abord, dès le début de la grève, le 2 janvier, dans les charbonnages les mineurs noirs continuent d'extraire du charbon, et dans les mines d'or les patrons entreprennent de recruter des Noirs comme « jaunes ». De plus, rares sont les professions qui soutiennent la grève, et ce

n'est le cas ni des cheminots ni des dockers, activités en position stratégique dans tout grand conflit de classe. Les couches non ouvrières restent à l'écart, et si des membres des classes moyennes apportent un appui limité et bref, le monde rural, lui, se range du côté de l'État. Comme on le verra, les ouvriers sont seuls.

V. Le mouvement ouvrier (blanc) : réformistes et radicaux

L'Afrique du Sud a longtemps cultivé le mythe de ses grands espaces (pris aux Noirs) où, comme dans l'Ouest états-unien, auraient vécu des petits propriétaires, chacun libre et prospère sur sa terre. En réalité, l'appauvrissement de beaucoup d'Afrikaners en a conduit de plus en plus de la ferme à la mine, où ils se syndiquent pour éviter la concurrence des Noirs. D'un autre côté, les ouvriers dits anglais ou anglophones ont de multiples origines ; en plus des migrants venus de diverses régions de Grande-Bretagne (Écosse, Pays de Galles, et Cornouailles frappée par la fermeture des mines d'étain) arrivent des Juifs d'Europe centrale, des Baltes... Les premières décennies du xx^e siècle voient la formation d'une classe ouvrière mêlant « Anglais » et Afrikaners. Cette classe du travail s'est unifiée en tant que blanche (de même, au cours du xx^e siècle, la bourgeoisie blanche sud-africaine finira par dépasser la coupure entre Anglais et Afrikaners). L'insurrection de 1922 clôturera un cycle de révoltes ouvrières blanches, souvent violentes.

En Afrique du Sud comme dans d'autres pays d'immigration, le syndicalisme et les regroupements anarchistes et socialistes se sont nourris d'apports extérieurs. S'il

est impossible de les résumer ici², indiquons la forte présence d'un syndicalisme révolutionnaire, minoritaire mais actif, pour lequel les syndicats constituent l'organe primordial de la lutte de classe et aussi de l'administration d'une société future. Non seulement il promeut un *industrial unionism* (rassemblant tous les salariés d'un même lieu de travail, par opposition au *craft unionism*, qui les organise en syndicats séparés selon leur métier), mais il s'efforce aussi d'unir les prolétaires sans distinction d'origine ou de couleur de peau. Sur cette base naissent en 1910 les Industrial Workers of the World (South Africa) [IWW(SA)], qui, comme leur modèle américain les Industrial Workers of the World, se voulaient *one big union*, rassemblant toutes les catégories de travailleurs sans frontières de race : aux États-Unis, à leur apogée, le million de prolétaires mobilisés par les IWW aurait compris 100 000 Noirs. Les IWW (SA) réussissent à organiser des travailleurs européens, indiens et africains dans de multiples secteurs (docks, transports, confection, restauration, imprimerie, production de tabac et de sucre), et animent des grèves parfois victorieuses ; mais, à contre-courant de leur temps, ils périclitent à partir de 1912.

Ce qui domine, c'est un socialisme local à la fois proche et différent de ses correspondants européens. Comme l'immense majorité des partis de la II^e Internationale, il partage les convictions colonialistes et racistes de l'époque, estime les peuples de couleur incapables de s'émanciper eux-mêmes et croit qu'il appartient aux Blancs de guider les Africains vers le progrès et, en l'occurrence, vers le socialisme. Mais

2 Voir Lucien van der Walt dans « Lectures ».

la situation sud-africaine fait du Labour Party (fondé en 1910) le représentant d'une minorité laborieuse blanche au milieu d'une grande majorité de Noirs. Au programme social-démocrate classique (socialisation des moyens de production et démocratisation de l'État), ce socialisme ajoute la défense de la suprématie blanche et de l'ensemble des dispositifs qui la permettent : loi sur la terre, laissez-passer obligatoire, impôts pour forcer au travail, combat contre l'immigration asiatique, etc. Noirs et Indiens ne sont pas vraiment les bienvenus au parti, et très peu rejoignent ses rangs. Ce « *white labour* » n'avait rien d'unique : l'Australie (première au monde à connaître un gouvernement socialiste, en 1910) a, elle aussi, pratiqué pendant des dizaines d'années la politique du « travail blanc », mais sa population était et demeure à majorité blanche³. Le travailisme sud-africain n'obtient en 1910 que 4 députés sur un total de 121. Très vite, son dirigeant devient le colonel Creswell, ingénieur, ex-directeur d'une mine n'employant presque que des Blancs, connu pour son opposition à l'introduction de Chinois dans les mines. Un ancien patron est aux commandes d'un parti ouvrier. La pacification sociale réussit au Labour, qui, en 1920, passe à 21 députés (sur 134).

Contre le réformisme dominant, dès le début du siècle, des courants socialistes radicaux, libertaires et syndicalistes révolutionnaires ont critiqué la participation aux élections, et attaqué la suprématie blanche comme moyen de division des prolétaires. The Voice of Labour, premier organe socialiste sud-africain, créé en 1908, affirme que si « *les indigènes*

jusqu'alors inorganisés » ont remporté des grèves, c'est parce que, contrairement aux syndicalistes blancs, ils ont eu « *le bon sens de pratiquer la solidarité ouvrière* » : « *tôt ou tard ils se révolteront contre l'esclavage salarié* », et « *l'unique solution logique pour les esclaves blancs est d'unir leur destin avec les esclaves salariés noirs afin d'attaquer en commun le système capitaliste* », car, « *si les indigènes sont écrasés, les Blancs seront battus en même temps* ».

Par réaction contre le Labour Party naît sur sa gauche, en 1915, l'International Socialist League (ISL), longtemps très influencée par le « syndicalisme industriel », par opposition au « syndicalisme de métier ». Son premier congrès (1916) déclare « *soutenir l'organisation des travailleurs sur une base industrielle ou de classe, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, comme moyen le plus efficace d'apporter aux travailleurs la force nécessaire à leur émancipation* ».

L'ISL comptera au maximum 700 adhérents, surtout d'origine anglaise, mais aussi juive, africaine, métisse et indienne, certains habitant le même quartier multiracial pauvre de Johannesburg. L'ISL préconise l'auto-organisation ouvrière et pousse à l'émergence de délégués d'atelier (*shop stewards*), ce qui la met en relation avec des militants comme Percy Fisher, dont nous parlerons plus loin. Elle contribue à la formation, en 1917, des Industrial Workers of Africa, un des tout premiers syndicats noirs sur ce continent, qui, deux ans plus tard, revendique 800 membres et se manifeste notamment lors d'une grève des ouvriers municipaux de Johannesburg, en 1918. Cependant, malgré une énergie revendicative sans cesse renouvelée et la construction d'organes de coordination,

3 Les IWW australiens aussi luttèrent contre la *white labour policy* des socialistes au pouvoir.

les luttes réunissent rarement Noirs et Blancs.

Si la poussée de sa base force le mouvement ouvrier institutionnel à entériner la grève votée début janvier 1922, il y fera le minimum, entravera sa radicalisation, et deux mois plus tard sera totalement hostile à l'insurrection. Mais avant cela, comme toute bureaucratie syndicale, l'appareil de la South African Industrial Federation (SAIF) aura su s'adapter pour garder un minimum de contrôle sur ce qui tend à lui échapper. À cette fin, le 31 décembre 1921, elle avait créé une nouvelle instance dirigeante, l'« exécutif élargi », où la présence de non-syndiqués n'en faisait pas un organe de lutte : comme le secrétaire de la SAIF, le chef de l'exécutif élargi accepte les baisses de salaire.

La SAIF verra dans les commandos (voir chapitre suivant) un instrument utile, à condition qu'ils restent sous la direction des comités de grève. Or le pouvoir glissera de ceux-ci vers les commandos, non sans discussions violentes et même échanges de coups entre syndicalistes modérés et partisans de l'action directe (*direct actionists*). Une fois l'insurrection déclarée, la SAIF refuse d'être « *complice d'une révolution* ». Comme le déplore un syndicaliste modéré : « *On a replié le drapeau rouge et brandi le drapeau noir.* » La position du Labour Party est identique, ainsi exprimée par son secrétaire, C. J. McCann : « *La grève a fait long feu et on a vu une chose qui n'aurait jamais dû arriver : une tentative révolutionnaire.* »

L'âme de la révolte sera une minorité qui a su se reconnaître et s'organiser les années précédentes, en particulier lors des grèves sauvages de 1921. L'un des plus actifs en est Percy Fisher. Né en Angleterre en 1891, venu pendant la guerre pour échapper à la

conscriptioin, il s'efforce d'impulser une organisation ouvrière autonome de l'appareil syndical. Militant de la Mine Workers Union, membre du conseil de la SAIF, il est élu secrétaire général de la MWU, mais après l'annulation de la procédure pour irrégularité un second vote le met de justesse en minorité. Avec d'autres exclus de la MWU (et mis à l'amende) pour recours illégal à la grève, Fisher et Harry Spendiff forment, en juillet 1921, un Conseil d'action, rejoint pendant la grève par William Andrews, qui dirigera le parti communiste pendant des décennies.

Malgré le débordement des institutions, seule une petite minorité fera le saut d'une grève « dure » vers une insurrection. Si le parti socialiste et les syndicats sont impuissants à empêcher l'explosion, ils se montrent très efficaces en contribuant à isoler les *revolutionists* de la grande masse des travailleurs qui, comme le constate un syndicaliste, « *ne sont pas allés au-delà d'une grève* ».

VI. Les commandos

La grève de 1922 va se développer sous une forme particulière : les « commandos ». Le terme suffit à indiquer l'origine militaire d'organisations de défense (gréviste), dont certaines se transforment en organisations de combat (insurrectionnel). Des ouvriers retournent une culture militaire contre l'État, mais au bénéfice de qui ? Les historiens débattent pour savoir si ces commandos portent plus la marque de la guerre des Boers (*commando* désignait une unité tactique de l'armée boer) ou de celle de 1914-1918 (où le même terme désigne un petit groupe de militaires menant une opération spéciale) : en fait, c'est un écheveau d'expériences qui

alimente la résistance des mineurs blancs. Mythes et idéologies remontent en effet de loin.

Un des modèles, c'est celui des Voortrekkers⁴, ces colons boers qui commencent la grande migration (*trek*) du Cap vers l'intérieur du pays (1835-1852), auto-organisation d'un petit peuple d'agriculteurs conquérant les terres des Zoulous pour les mettre en culture et les « civiliser ». Jusqu'au milieu du xx^e siècle, la mythologie afrikaner célébrera cette communauté de familles gagnant sa liberté par les armes. Le Voortrek a même une dimension millénariste, les Boers marchant comme les Hébreux vers une « Terre promise » (des Noirs pouvaient y croire aussi, voir chapitre 3). Le mythe du Voortrek était encore agissant en 1922.

La guerre des Boers (1899-1902) renforçait l'idéologie du Voortrek. Contre les Noirs, les Afrikaners étaient des colonisateurs, mais face à l'Angleterre ils se pensaient en colonisés victimes d'une grande puissance. En se nommant Afrikaners, et leur langue l'*afrikaans*, ils se considéraient comme les vrais Africains, avec plus de droits sur le pays que les Noirs. Or de plus en plus d'Afrikaners travaillent à la mine (un mineur sur deux en 1922), dont beaucoup ont gardé un lien affectif et matériel avec la campagne. Il était donc tentant pour les insurgés d'imaginer que les descendants ruraux des Boers reprendraient les armes pour se joindre à eux.

À ces deux sources, tenant au passé afrikaner, s'est ajoutée l'expérience de 1914-1918 : nombre de grévistes avaient été mobilisés.

Tous ces modèles se mêlent : résistance au pouvoir (étatique et/ou anglais),

peuple en armes, recrutement local, auto-discipline, traditions, martyrs... tout cela nourrissant l'imagerie d'un peuple (blanc) contre l'État... et contre les Noirs. Cette force militaire était très loin de l'« armée rouge » dénoncée par la bourgeoisie sud-africaine, en tout cas elle se voulait aussi sinon plus efficace qu'une armée classique grâce à son organisation à la base. Par dizaines de milliers, espérait-on, les commandos viendraient épauler les grévistes en une sorte d'alliance populaire ouvrière et rurale. Beaucoup même rêvent d'un retour à la république des Boers, où les Blancs dominaient sans partage dans l'illusion d'une communauté indemne des contradictions entre bourgeois et prolétaires. Illusion : des « commandos » de paysans afrikaners viendront renforcer les troupes gouvernementales.

Dans la réalité, ces milices populaires, la plupart pacifiques jusqu'au début de février, sont en majorité dépourvues d'équipement de combat, et d'ailleurs tous leurs participants n'approuvent pas le recours aux armes. Dans l'ouest du Rand, le chef de deux commandos, pourtant actif dans la grève militante de 1921, refuse l'insurrection. Le commando de Springs, ville de l'est de Johannesburg, décide de n'attaquer la police que si elle-même l'attaque.

Les commandos protègent généralement la propriété privée, en assurent la protection à condition qu'elle soit mise au service du mouvement, et les réquisitions ne sont pas rares (avec reçu parfois). Fisher fait punir des pillards.

On compte une douzaine de commandos à Johannesburg, et quatre à l'extérieur. Le nombre de leurs membres varie de 50 à 500, voire un millier, mais certains ne dépassent pas la dizaine. Au total, sur 20 000 mineurs blancs dans le Rand,

4 « Ceux qui vont de l'avant », en néerlandais.

10 000 à 15 000 appartiennent à un commando, mais adhésion n'est pas synonyme d'activité, encore moins d'action armée. En plus des mineurs, on y trouve des cheminots, des chômeurs, et même des hommes issus des classes moyennes (parfois enrôlés de force), des enseignants par exemple. Si la majorité est afrikaner, le recrutement, « *cosmopolite* » (Krikler), reflète les origines diverses de la classe ouvrière blanche. Il existe même un commando irlandais (sous un nom changeant), peu nombreux mais actif, qui attire des non-Irlandais. En réunion, les grévistes parlent anglais et afrikaans, et certains chefs sont anglais.

Le mouvement ouvrier/populaire se donne les usages de l'armée qu'il combat, imitant ce qui chez les troupes gouvernementales est une réalité, alors que les commandos n'en ont souvent que les formes : grades, uniformes, parade, sections à pied, à cheval, à vélo, fanfare, clairon, stock de nourriture (et distribution par coupon ou ration), service de Croix-Rouge avec ambulances et hôpitaux improvisés (l'un dans un cinéma), cyclistes, motocyclistes, messages codés, insignes, service de renseignement, estafettes et exercices d'entraînement. Souvent élus, les officiers peuvent être déposés par leurs hommes pour incapacité. Les policiers capturés sont traités en « prisonniers de guerre », parfois – rarement – maltraités, et souvent soignés aux côtés de grévistes blessés. Plus d'une fois, des chefs de commando échangent un salut militaire avec des officiers gouvernementaux.

Les commandos préexistent à l'insurrection, et leur mission initiale n'est pas de combattre par les armes, mais d'entretenir le moral des grévistes (en clair, de les occuper), d'empêcher le retour au travail

(en encadrant les grévistes tout en faisant peur aux jaunes), et d'organiser l'autodéfense en cas de heurts avec la police. De ces trois fonctions, la deuxième est très efficacement remplie : en janvier-février, seuls un millier de mineurs blancs (5 à 6 % de la main-d'œuvre blanche) reprennent le travail.

Publiquement au moins, la direction officielle de la grève condamne les violences, mais elle s'en accommode tant que les commandos jouent le jeu de la grève. À partir du moment où une partie des commandos passe à l'insurrection, la bureaucratie syndicale les condamne sans appel. Mais, sur les quelque 10 000 membres des commandos, très peu s'insurgeront.

VII. Insurrection

Jusqu'à la fin de janvier, seuls des discours incendiaires perturbent un calme que même les patrons reconnaissent. Dans les défilés, nombreux, on exhibe des armes, plutôt pour montrer sa force, et pendant quelques semaines les cortèges bénéficient d'une relative tolérance policière.

Le 9 janvier, le personnel des centrales électriques fait une (courte) grève de solidarité, et les mineurs ont encore un soutien populaire, celui du petit commerce et de quelques ruraux. Quelques puits sont cependant inondés, et le 18 les grévistes font 40 « prisonniers », dont deux policiers.

L'État commence à réagir. Le 7 février, Fisher et Spendiff sont arrêtés (et libérés peu après). Le même jour, un sabotage provoque le déraillement d'un train. Gouvernement et patronat décident de briser la grève. Sans quasiment offrir de concessions, les propriétaires de mine exigent la reprise du travail. Il s'agit de savoir qui commande, dit un patron, et de « *revenir*

à la situation où nous étions maîtres chez nous ».

Le mouvement durcit : les atteintes à « l'outil de travail », présentes dès le début, deviennent plus fréquentes, avec sabotages et interruptions des tâches de maintenance. On projette d'attaquer des commissariats de police, et l'action anti-jaunes s'intensifie. Le 12, 10 000 personnes, dont un commando de femmes, manifestent à Johannesburg (qui, en 1914, comptait 250 000 habitants). Le lendemain, le gouvernement avertit qu'il soutiendra « la liberté du travail », donc les jaunes. On ne constate cependant pas de violences pendant dix jours. Le 21, à Germiston, la police est chassée d'une grande manifestation où elle voulait intervenir. Le patronat demande la loi martiale. À cette date, on n'enregistre encore aucun coup de feu.

Le 28 février, prétendument pour se défendre, la police tue trois grévistes à Boksburg, ville où tomberont les derniers insurgés. Ces premières victimes ouvrières de 1922 marquent un tournant.

Les plus déterminés font le point. Jusqu'où lutter ? Comment se compter, s'organiser, s'armer... ? Avec quels appuis ? Ils escomptent un soutien de l'État d'Orange, ancienne république indépendante de colons d'origine hollandaise, annexé par l'Afrique du Sud en 1900, ayant gardé une image d'autonomie et de liberté – blanches, il va sans dire. Leur espoir sera déçu.

Quant à eux, les dirigeants syndicaux rencontrent les chefs de la police et, le 2 mars, lors du grand rassemblement pour l'enterrement des victimes du 28 février, font distribuer des tracts appelant au calme : la SAIF tente de désamorcer le mouvement par une négociation... que les

patrons refusent le 4, allant jusqu'à annoncer qu'ils cessent de reconnaître la SAIF. Chacun comprend que les bourgeois ne veulent pas seulement gagner le conflit, mais en profiter pour écraser le travail. Tout en déplorant cette intransigeance, le gouvernement fait venir 700 policiers supplémentaires et enrôle des volontaires comme auxiliaires : généralement affectés à des tâches non combattantes, ils seront chargés de perquisitionner, fouiller, contrôler...

En face, sabotages et destructions de lignes électriques, déraillements de trains, violences anti-jaunes... les prolétaires sont à la croisée des chemins. Soit, comme très souvent, la grève va s'effiloche jusqu'à une reprise progressive du travail émaillée de heurts. Soit il y aura saut dans l'inconnu.

Le 6 mars, quand les autorités décident de déménager un jaune de chez lui vers la mine où il sera mieux en sécurité, une foule brûle ses meubles dans la rue : 300 policiers tentent d'intervenir, mais l'afflux de commandos et de plusieurs milliers de personnes les en empêche.

Quelques heures après, au Trades Hall⁵ de Johannesburg, le débat pour ou contre une grève générale se déroule sous la pression d'hommes armés qui circulent dans le bâtiment et entourent la salle de délibération. Les participants rejettent la proposition syndicale de procéder à un vote sur la poursuite de la grève, ils veulent non seulement la continuer, mais la transformer en grève générale. Craignant une

5 Une « salle des métiers » est un bâtiment où les syndicats se réunissent ou travaillent en coopération, en tant qu'organisation représentative locale, connue sous le nom de conseil du travail ou conseil de salle de métiers. Un peu l'équivalent des Bourses du travail françaises aujourd'hui.

rupture avec sa base, la SAIF est forcée de suivre.

Joe Thompson, chef de l'exécutif élargi, annonce publiquement une grève générale que l'appareil syndical n'a aucune intention de mener à bien, et qui sera un échec. Quelques professions arrêtent le travail, on force des magasins à fermer, on bloque le centre de Johannesburg, on dynamite des voies ferrées, et on coupe des câbles de télégraphe et de téléphone, sans promouvoir l'élan et l'adhésion nécessaires à une grève générale.

Les 7 et 8 ont lieu les attaques raciales que nous examinerons au chapitre 10. Après cette date, les grévistes ne s'en prendront quasiment plus aux Noirs, seulement à la police et à l'armée. Mais l'ambiguïté, pour ne pas dire plus, qui anime le mouvement est évidente dans la façon dont on mobilise les ouvriers de la ville de Benoni. Un meeting y est convoqué afin d'aider la police contre une imminente révolte noire. Quand tout le monde est là, on ferme les portes et on annonce la vérité : il s'agit de se préparer à un soulèvement contre les patrons et l'État. Benoni n'est pas le seul lieu où l'autodéfense contre une menace noire imaginaire sert de prétexte à se réunir avant de se déployer en armes.

La contradiction devenue explosive, l'heure n'est plus à la réforme.

« *Qui a jamais entendu parler d'une grève sans violence ?* » déclare Percy Fisher : « *Nous sommes là pour gagner ce combat, et [...] nous le ferons, même s'il nous faut réduire en cendres Johannesburg.* » Le Fordsburg Market Building fera office de QG. Le 9 mars, Fisher rédige son testament. L'insurrection débute le lendemain à 5 heures du matin. Le même jour, la loi martiale est proclamée. Le

10 mars restera dans les mémoires comme le « Vendredi noir ».

Les insurgés s'emparent de banlieues ouvrières de Johannesburg, de Fordsburg et de Jeppe, et à l'est des villes minières de Benoni et de Brakpan. À l'ouest et au sud du Rand, plusieurs commissariats sont entre leurs mains, des policiers sont faits prisonniers, et les renforts gouvernementaux sont repoussés. Où les rebelles dominent, banques, bureaux et commerces sont fermés, et les restaurants, cafés et hôtels seulement autorisés à servir des repas aux insurgés. Après réquisition, la nourriture transportée dans des wagons est transférée à des entrepôts pour distribution aux grévistes.

Si le but est de prendre Johannesburg, ses services municipaux, ses commissariats, ses casernes et ses moyens de communication, les tranchées creusées, plus adaptées à la défense qu'à l'attaque, n'empêchent pas l'armée et la police de conserver le contrôle du centre-ville. Le 11, 600 à 800 personnes tentent de se saisir du principal dépôt d'armes et de munitions de Johannesburg et tuent huit soldats ; mais, malgré l'effet de surprise, le manque d'armes les contraint à renoncer. Ce qui se déroule est moins une insurrection visant la prise du pouvoir qu'une grève éclatant en une addition de combats.

La portée du mouvement diffère beaucoup entre l'est et l'ouest du Rand. Dans la partie occidentale, il y a très peu d'actions, ni même de tentatives. Hippert, chef de commando local et syndicaliste connu pour sa collaboration avec le gouvernement lors des grèves de 1913 et 1914, retient ses hommes, temporise et s'entend avec la police. Le QG des insurgés, informé de la situation mais trop loin pour agir, ne peut que le dénoncer. Dans

d'autres localités de l'Ouest, la police se fait discrète, et les grévistes comblent ce vide d'autorité publique en faisant régner un ordre « populaire », veillant par exemple à éviter vols et pillages, jusqu'à l'arrivée de l'armée, le 13.

Au contraire, dans l'est du Rand et à Johannesburg, les premières quarante-huit heures sont celles d'un mouvement ascendant, confiant en son succès, face à une police et à une armée partout sur la défensive.

L'ensemble de la presse est farouchement hostile. Le *Transvaal Post*, unique journal favorable à la grève, est censuré par le gouvernement. *The Star*, traditionnellement anti-ouvrier et dont les grévistes avaient incendié les locaux en 1913, se barricade et forme son propre groupe de défense armée.

Cette phase est si instable et le pouvoir central si peu en sécurité que lorsque le Premier ministre Jan Smuts arrive à Johannesburg, le 11, sa voiture est criblée de balles et lui-même doit au sang-froid de son chauffeur de ne pas avoir été tué : le chef d'État n'a pas de quoi assurer sa protection. On approche d'un point de bascule. Puis tout change dans la nuit du 11 au 12, avec l'arrivée par train de troupes fraîches et fiables. Alors, à Johannesburg – dont les rebelles ne tiennent qu'une partie – la police occupe les locaux syndicaux, saisit des documents et arrête des responsables. La direction officielle de la grève propose une négociation, refusée par un État désormais sûr de gagner, et qui exige une capitulation sans conditions.

Sur le terrain, la situation est très contrastée.

À Boksburg, où trois grévistes avaient été tués le 28 février, le commando, jusque-là très organisé et discipliné,

renonce très vite à agir : le 10 mars, sur les 500 membres qu'il compte, seuls 75 se présentent. Les anciens soldats montrent peu d'enthousiasme. Dans ces conditions, le soulèvement meurt au bout de quelques heures, faute de combattants.

À Benoni, qui avoisine Boksburg et où, on l'a vu, les hommes s'étaient initialement mobilisés contre le « péril noir », le Workers' Hall est fortifié, protégé par des sacs de sable, et sa garde triplée ; mais bien peu d'insurgés disposent d'un fusil. Tôt le 10 mars, la plus grande partie de la ville est prise après quelques coups de feu. Ensuite, même en ce haut lieu de la lutte, la majorité passive locale l'emportera sur la volonté de lutte de radicaux très minoritaires. Un commando est même unanime à refuser de participer aux combats.

La mine de Brakpan est un des rares lieux où l'on pourrait parler d'une haine de classe exercée par les insurgés. Le 10 mars, quelques dizaines de personnes au service des patrons – cadres, vigiles armés et policiers supplétifs – sont attaquées par les 500 à 800 membres du commando local, dont seulement une quarantaine ont des fusils. Les grévistes s'emparent de la mine, désarment leurs adversaires, puis déchaînent leur violence en particulier contre les shift bosses, supérieurs hiérarchiquement aux contre-maîtres, car chargés de superviser et de contrôler plusieurs équipes. Huit policiers et cadres seront tués.

VIII. Écrasement

Les combats durent trois jours, du 10 au 13 mars.

L'État mobilise toutes ses ressources, dont sept avions, disponibles dès le 10, un train blindé, et un tank, tombé en panne

en pleine rue avant d'entrer en action. Les 13 000 soldats réguliers sont épaulés par des commandos *burgers* : la campagne (la propriété rurale) encercle la ville (la classe ouvrière). S'y ajoute une forte mobilisation des classes moyennes et des professions libérales. Des businessmen se portent volontaires comme « gardes civiques », et des étudiants comme policiers auxiliaires. Lors de la grève générale anglaise de 1926, on reverra ces « supplé- tifs de classe » issus des classes moyennes venus soulager la police et l'armée, par goût de l'ordre et par solidarité anti-ouvrière.

Les soldats s'installent et se reposent dans Parktown, quartier chic de Johannesburg. Des bourgeois prêtent leur voiture, des dames offrent thé, café et rafraîchissements. Non loin, on joue au tennis. La bourgeoisie est chez elle et fait corps avec son armée. Sans unanimité : un adolescent sera renvoyé de l'école pour avoir exprimé par écrit son soutien aux grévistes.

Le samedi 11, l'insurrection tient. À Benoni, des tireurs d'élite ralentissent la progression des gouvernementaux. Mais les snipers sont inefficaces contre canons et avions. Le 12, l'État reprend l'initiative, et l'appui de quatre avions lui permet de dégager un groupe de soldats et de policiers jusque-là encerclé par les insurgés. Puis six autres avions interviennent. On canonne les ouvriers retranchés, et même des maisons suspectes, on perquisitionne sans ménagements, on multiplie les arrestations : une allure ouvrière suffit à rendre suspect. Smuts annonce 1 500 prisonniers.

Benoni ne sera repris par l'armée que le 13 au matin. L'assaut final a « *quelque chose d'un non-événement* » (Krikler). Pourtant, si le reste de la ville

est effectivement très peu défendu, il faut quand même un bombardement aérien pour détruire le Workers' Hall et tuer ses occupants. Tout est joué en fin d'après-midi, et la rébellion impose en scènes de désordre que la presse se fera un plaisir de caricaturer : insurgés en fuite, petites agressions, alcoolisme... le bourgeois aime se représenter le prolétaire en brute avinée.

À Brakpan, jusqu'au 13, la ville est divisée en deux, tenue pour l'essentiel par les grévistes, tandis que la police s'abrite dans son commissariat et derrière ses mitrailleuses. L'entrée des troupes se heurte à peu de résistance.

Dernier bastion ouvrier, Fordsburg ne capitule pas. Des tracts lancés d'avion invitent les habitants à partir, poussant des milliers de personnes dans les rues, où elles sont contrôlées, fouillées et triées. Parqués en plein air, beaucoup de suspects seront rapidement relâchés. À quelques kilomètres de là, des toits de Johannesburg une partie de la population regarde les ultimes combats comme au spectacle. Les soldats avancent protégés par une pluie d'obus et de bombes. En fin d'après-midi, on trouvera 29 cadavres dans le Trades Hall de Fordsburg. Fisher (qui laisse une lettre à sa femme Mary) et Spendiff ont choisi de se suicider.

On entendra des tirs sporadiques dans d'autres quartiers jusqu'au 14. Le 16 arrivent des véhicules blindés et de l'artillerie lourde, désormais inutiles. Pendant ce temps, à l'ouest du Rand, « *les forces burgers reprennent possession d'une sorte de no man's land dont les grévistes avaient eu le contrôle sans y faire la révolution* » (Krikler).

Le 17, les syndicats mettent officiellement fin à la grève.

IX. Insurgés contre soldats

Le 10 mars, les forces de police se retrouvent coincées dans ceux des commissariats que les insurgés n'avaient pas occupés ou neutralisés. Pour reprendre la rue, il fallait l'armée.

Les trois jours suivants, les combats ne constituent pas un front, mais une suite de chocs séparés, et même dispersés, à Johannesburg et dans plusieurs villes et mines proches, presque uniquement à l'est du Rand. Plus d'une fois, risquant l'encerclement, armée et police sont contraintes à la retraite. La discipline est moindre chez les grévistes, mais leur expérience militaire équivalente, grâce à la présence des deux côtés d'anciens soldats de 1914-1918. La coordination des insurgés est presque inexistante, mais compensée par une connaissance du terrain qui leur permet de profiter localement des faiblesses de l'adversaire. Au début, l'État souffre de la mobilisation hâtive de soldats souvent peu entraînés, et ne dispose d'aucun corps spécialisé comparable à la Garde nationale états-unienne ou à la gendarmerie mobile française.

Si les commandos comptent plus de 10 000 membres, ceux qui combattent – une petite minorité – sont très inférieurs à l'armée, en nombre et en matériel. Le manque d'armes est flagrant : beaucoup plus de revolvers que de fusils (et peu de fusils de guerre modernes comme ceux dont sont pourvus les militaires), quasiment pas de mitrailleuses, et aucun canon. Y compris là où le mouvement est très actif, à Johannesburg, le premier jour (10 mars), un grand nombre d'hommes n'ont que des bâtons, et à Brakpan un insurgé sur quatre porte un fusil.

Le gouvernement se méfiait de troupes au départ souvent peu sûres, et les insurgés

misaient sur la réticence des soldats à se battre contre leurs « frères ouvriers ». Pourtant, malgré quelques réticences, il n'y aura pas de mutinerie, ni quasiment aucune fraternisation. On n'a ici rien de comparable avec la Russie de 1917 ou l'Allemagne de 1918 : dans l'Afrique du Sud de 1922, le pouvoir politique n'est pas enlisé dans une guerre sans fin aux objectifs de moins en moins clairs.

Militairement, la partie est inégale. Les grévistes coupent les fils téléphoniques et télégraphiques : l'État communique par radio. Dès le début, il fait usage des avions, dont il a une douzaine. Le recours à l'aviation pour écraser le travail organisé, et dans une ville, n'était une première que *contre des Blancs*, car des populations de couleur l'ont déjà subi, entre autres au Moyen-Orient, quand la RAF bombardait, en 1920, les rebelles arabes en Mésopotamie : « *En principe, on doit prévenir la population avant un bombardement. En principe, les objectifs sont les maisons, les troupeaux et les guerriers, et non les vieillards, les femmes et les enfants. Mais, dans la pratique, les choses ne se passent pas toujours ainsi. Le premier rapport de Bagdad décrit une frappe aérienne créant la panique parmi les indigènes et leurs familles : "Beaucoup essayaient de fuir et sautaient à l'eau, devenant des cibles tout indiquées pour les mitrailleuses"* » (Sven Lindqvist).

L'État sud-africain, lui aussi, connaît les mérites d'une arme qu'il a déjà employée, en 1919, contre les Noirs insurgés du Sud-Ouest africain (la future Namibie), et dès le début il fait savoir qu'il l'utilisera. Les rebelles ne l'ignorent pas, et certains responsables disent avoir les moyens d'immobiliser au sol l'aviation gouvernementale : optimisme bientôt démenti par les

faits. L'avion n'est pas invincible (pas plus que l'hélicoptère à notre époque) : il lui arrive d'être déstabilisé ou empêché d'ajuster son tir par une fusillade venue du sol, de voir son pilote ou son mitrailleur tué (ce sera le cas le 10 mars), voire d'être endommagé et forcé d'atterrir. Pourtant, les bombes aériennes seront un terrible instrument de destruction et de terreur, démolissant des bâtiments sans riposte possible des occupants, tuant au passage une dizaine de civils (pour moitié des enfants, selon les grévistes).

Mais la supériorité de l'État, c'est de concentrer ses forces contre ce qui se révèle vite une addition d'actions particulières. L'élan initial passé, chaque groupe reste sur l'espace qu'il a conquis et le défend presque seul.

Au fond, l'insurrection n'a pour elle que d'être l'expression d'une communauté unifiée par le métier et la géographie urbaine. Où notamment les femmes jouent un rôle éminent. Il y en a dans les commandos, et il existe même quelques commandos féminins, parfois en uniforme. Le central téléphonique de Boksburg est brièvement occupé par un groupe de femmes.

Leur terrain d'action principal, c'est la lutte anti-jaunes, surtout à partir de la mi-février, quand le gouvernement protège ceux qui retournent à la mine, et elles se mobilisent aussi pour forcer les employées et vendeuses à cesser le travail. Cependant, si elles participent au combat, ce n'est pas le fusil à la main, seulement en qualité d'infirmières. Les armes restent une affaire d'hommes, et plus on va vers l'insurrection, plus les femmes passent à l'arrière-plan. Notons qu'il n'y a pas de main-d'œuvre féminine au fond de la mine, et peu en usine. Les femmes sont sorties de la maison dans la rue, ont participé aux

actions contre les briseurs de grève, aussi (moins) contre la police (et parfois contre des Noirs...), mais c'est la lutte d'une communauté telle qu'elle existe, et où les rôles sexués demeurent inchangés.

Quand les comités de grève perdent de l'influence au bénéfice des commandos, c'est le signe d'une radicalisation, mais celle-ci reste au niveau local, et des « dirigeants » comme Fisher ne dirigent que là où ils sont. C'est pourquoi il n'y aura pas même de tentative d'attaquer l'aérodrome, le QG de la police à Johannesburg, ou les Union Buildings, siège du gouvernement local.

L'insurrection l'emporte sur son terrain par sa capacité à mobiliser rapidement une grande partie de la population, cohésion préparée par les liens qu'une minorité a noués dans les actions de classe antérieures. Puis elle perd sur le terrain de l'ennemi, qui a bien sûr l'avantage du nombre et du matériel, mais surtout un projet clair : maintenir le rapport social existant, qui bénéficie aux bourgeois et aux classes moyennes, et contre lequel les prolétaires ne mettent en avant aucune autre perspective.

X. Meurtres raciaux

Capital blanc et travail blanc luttent pour le partage de profits largement dérivés du travail noir. Majoritaires à côté d'environ 20 000 Blancs, les 200 000 mineurs noirs, « invisibles » mais omniprésents, étaient la part aveugle de la société sud-africaine, puissance souterraine soumise mais dont le soulèvement remettrait tout en question. Reflet du poids de l'idéologie raciste, le fantasme blanc récurrent d'un « péril noir » exprimait aussi plus matériellement la peur de perdre un statut

privilegié qui n'avait d'autre cause que la domination la plus dure exercée sur la population noire.

Le 10 mars, à Brakpan, où explose la violence gréviste (voir chapitre 7), le bruit court que 10 000 Noirs du *compound* le plus proche, armés de piques, se préparent à attaquer les grévistes blancs allant prendre la mine. Lors de la prise d'un commissariat, le 12 mars, les insurgés s'emparent de toutes les armes sauf une, un revolver, qu'ils laissent au policier pour se défendre en cas d'attaque noire.

Les historiens ont relevé le paradoxe d'une hostilité infiniment plus forte contre les Blancs « jaunes » que contre les Noirs, qui pourtant sont de loin la majorité des jaunes. Entre le début de la grève (10 janvier) et le début des crimes raciaux (7 mars), malgré la présence de nombreux Noirs au travail dans les mines, de fait briseurs de grève, il n'y a pas ou peu d'attaques contre eux.

Pourquoi ? Parce que les grévistes blancs ne les voient pas en travailleurs comme eux. Ils s'en prennent aux jaunes, qui sont leurs semblables, et ignorent ou méprisent ceux qui sont autres. Jamais ils ne demandent aux Noirs de se joindre à la grève, et les syndicats ne réclament pas le retour des migrants noirs dans leurs régions. Les Noirs sont pensés extérieurs à un conflit qui n'est pas le leur. Si le terme *working class* ne recouvre que les travailleurs blancs, il en va de même pour celui de *scab* (« jaune, briseur de grève ») : un Noir ne peut être un *scab*. Les Noirs ne font pas partie de la classe ouvrière. Ce sont des Noirs : étant autres, ils ne sont ni ennemis des travailleurs, ni potentiellement solidaires des travailleurs. Donc, quand des ouvriers blancs s'en prendront à des Noirs, ce ne sera pas contre

des « traîtres » à leur classe, simplement contre des Noirs.

Il n'y a rien d'aberrant à ce que des grévistes invitent (ou forcent) des cadres à faire grève comme eux en tant que Blancs, ou tentent de rallier à leur cause (blanche) la police contre une menace noire inexistante : l'identité par le travail se superpose à une identité raciale capable de réunir un peuple blanc, exception faite d'une infime minorité d'exploiteurs.

À Germiston, du matériel avait été dynamité à la mine d'or de New Primrose. Le lendemain (8 mars), les patrons font venir des groupes de Noirs pour monter la garde. Ils ne disposent pas d'armes à feu (d'ailleurs, quoi qu'il se dise chez les Blancs, on n'en trouve aucune dans les *compounds* ou les quartiers urbains noirs). Un commando blanc de 30 à 60 personnes pénètre sur les lieux : bagarre, blessés légers, coups de feu, contre-attaque noire, puis l'armée arrive et sépare les combattants sans qu'il y ait mort d'homme. Les Blancs refluent dans leur quartier, où gonfle la rumeur d'une attaque noire imminente. Quelque 400 membres des commandos, entourés d'une foule blanche, s'en prennent aux Noirs retournés à leur *compound*. Bilan : un gréviste et huit Noirs tués. Sans l'intervention d'une milice patronale, puis de l'armée, l'événement aurait probablement été plus meurtrier.

Le même jour (8 mars), ainsi que la veille (rappelons que la grève générale vient d'être lancée, le 6), dans les rues d'un quartier à majorité noire et indienne, des Blancs attaquent des Noirs, sans lien visible avec les mines. Le 7, dans une banlieue, d'autres Blancs avaient tiré sur des passants noirs, y compris des femmes et des enfants. En tout, les 7 et 8 mars, 20 Noirs auront été tués.

Déclenchées avant l'insurrection, ces attaques ne visent pas des ennemis de la grève, mais des Noirs, enfants comme adultes, qui n'ont rien à voir avec la police ou les mines, mais qui représentent un « Péril noir », contre lequel des Blancs « se défendent » en tant que Blancs.

L'estimation globale la plus haute est de 44 Noirs tués, la plupart par des grévistes, avec participation populaire blanche aux meurtres. La majorité des Noirs attaqués l'a été là où vivaient des grévistes.

La géographie urbaine du pays minier s'est en effet modifiée depuis 1914. Les Noirs employés à la mine ne sont plus seulement les migrants logés en *compound*. Certains vivent en famille dans des quartiers voisins de ceux des Blancs, voire dans le même quartier. Ce sont les Noirs proches que l'on attaque, pas les briseurs de grève noirs.

Comme d'une autre façon aux États-Unis, être ouvrier et blanc, en Afrique du Sud, c'est se distinguer du Noir, être libre de se déplacer, n'être ni esclave ni soumis au *pass*, ni privé de droits et de salaire, et ne pas déchoir au niveau d'un « *white Kaffer* » (équivalent du *nigger* états-unien). Le Noir représentait ce que le Blanc ne voulait pas être, et pouvait craindre de devenir.

Conscients de leurs privilèges, les Blancs étaient prêts à les défendre. Quelques années plus tôt, lors d'un meeting noir contre le *pass*, la foule blanche aidait la police à contrôler les *passes* des Noirs, et les enfants blancs présents y participaient comme à un jeu. Les Blancs (ouvriers inclus) comprenaient que la discrimination raciale servait leurs intérêts (à terme en tout cas). Dans ces quartiers, depuis plusieurs années, il n'était pas exceptionnel que des Blancs tirent

sur une foule noire, femmes et enfants compris.

L'Industrial Socialist League, créée en 1918, différente de l'International Socialist League mais, comme elle, favorable au syndicalisme industriel, avait annoncé où risquait d'aboutir « *la trahison de classe* » des ouvriers africains par les ouvriers blancs : l'absence de « *solidarité du travail sans distinction de couleur ou de race* » soulevait « *le spectre de la guerre raciale* ». La grève lancée début janvier 1922 était en effet raciale dans son essence : non pas raciste au sens d'anti-noire, mais raciale en ce qu'elle mettait en action une race et en excluait une autre. Il n'était pas fatal que l'exclusion se transforme en agression, mais traiter un groupe comme radicalement différent du sien, surtout quand on profite de cette différence, ouvre la possibilité de basculer vers l'agression la plus brutale.

XI. La classe ouvrière (blanche) seule

Si un soulèvement a eu lieu malgré une si grande disproportion des forces, c'est aussi parce que ses initiateurs partageaient l'illusion d'un soutien rural. En quête d'alliés, certains chefs des *commandos* ont fait un court voyage dans le *veld*, mot afrikaans désignant les vastes espaces propices à la culture et à l'élevage. Vaine espérance : les ruraux des *burger commandos* se tourneront contre les *commandos* ouvriers.

Dans l'Afrique du Sud de 1922, ce que certains appellent aujourd'hui « blanchitude » (*whiteness*) prouvait à la fois sa réalité (comme nous venons de le voir), et sa limite. Face aux prolétaires noirs, les prolétaires blancs sont blancs. Face

aux bourgeois et aux petits propriétaires blancs, ils sont des prolétaires rebelles qu'il faut ramener à la raison. Les Boers avaient dépossédé et prolétarisé les Noirs. Puis l'insuffisance de terres colonisables et la montée d'un capitalisme agraire (afrikaner autant, sinon plus, qu'anglais) avaient dépossédé et prolétarisé des Afrikaners : une fois ces Blancs devenus prolétaires, les Afrikaners possédants, grands et petits, les traitent en membres d'une classe à soumettre, non en frères de race. La classe prime sur la race.

Les *burgers* s'étaient d'ailleurs déjà rangés du côté des forces de l'ordre contre les grévistes de 1913 et de 1914. Le veld éprouvait peu de sympathie pour les pauvres blancs (*die arme blanken*). Quoiqu'un mineur sur deux soit afrikaner en 1922, il ne fait plus partie du peuple (*volk*) rural afrikaner. Et, même s'il a conservé une activité rurale, la possession d'un lopin ne suffit pas à créer une solidarité avec les « réels » détenteurs de la terre.

« *Lorsque l'épreuve des armes arriva, il était impossible aux propriétaires terriens, base sociale des forces burgers, de faire cause commune avec un mouvement qui dénonçait les riches, et auprès duquel l'ethnie semblait si souvent subordonnée à d'autres solidarités* » (Krikler).

Contrairement aux possédants, mus par un matérialisme réaliste, les ouvriers faisaient preuve d'idéalisme en croyant possible de faire coïncider classe et « ethnie ».

Sur une photo restée célèbre, les grévistes ont modifié la banderole du 1er Mai en ajoutant à « *Workers of the World Fight & Unite* » les mots « *For a White South Africa !* ».

Ce mot d'ordre racialisait la lutte de classe en liant le destin de l'Afrique du Sud à une classe particulière, la classe

ouvrière, celle du travail, mais du travail blanc. Ce qui est pour nous contradictoire ne l'était pas pour les quelque 20 000 mineurs blancs : eux, les Blancs, étaient la classe ouvrière, dont les Noirs ne faisaient pas partie. Cela n'aurait pas choqué beaucoup d'ouvriers en Australie, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Solidarité ouvrière, certes, mais qui est ouvrier ? Dans l'Afrique du Sud blanche revendiquée par les grévistes, l'ouvrier blanc aurait été traité en Blanc, non en Noir privé de droits et de liberté. L'identité de classe ouvrière (blanche) se construisait par comparaison avec la condition noire, inférieure. « *Nous ne sommes pas des Noirs* », disait en substance la banderole, quoi qu'aient pu avoir en tête celles et ceux qui la brandissaient.

XII. Défaite ouvrière

Les chiffres officiels indiquent 216 morts, dont 76 du côté des forces de l'ordre, 78 « rouges » et 62 « civils ». Un autre document gouvernemental parle de 72 victimes dans les rangs de la police et de l'armée, de 39 rebelles et 42 civils. On est très loin des hécatombes répressives des révoltes noires, évoquées au chapitre 3, ou du rapport des pertes entre versaillais et communards, ou entre corps francs et prolétaires insurgés dans l'Allemagne de 1919-1920. La cause n'en est pas la modération dont aurait fait preuve l'État, mais la brièveté des combats (trois jours) et surtout le très faible nombre de combattants les 12 et 13 mars.

La statistique officielle admet 24 « personnes de couleur » mortes, chiffre clairement faux : il y en a eu au moins 40. D'autres estimations vont jusqu'à 150 victimes noires pour l'ensemble des deux

mois. Ce qui est sûr, c'est que très peu de Noirs ont été tués par l'armée ou la police.

À la défaite dans la rue succèdent une vague répressive et un déferlement étatique et « médiatique ». Le 15 mars, le ministre de la Défense dénonce une tentative de « *révolution sociale par les bolcheviks, socialistes internationaux et communistes* ». La chasse aux « rouges » est ouverte, et l'on découvre des plans d'assassinat de personnalités. La décomposition de la résistance à Benoni (voir chapitre 8) permet à la presse de dresser le portrait du rebelle en sauvage, en pillard, en incendiaire et bien sûr en ivrogne. Des pillages, il y en a eu, nettement moins qu'on le prétend : en général, les grévistes s'y opposaient, au contraire des *burgers*, à qui il arrivait de profiter de la fouille d'un domicile pour se servir.

Une nouvelle loi instaure des cours criminelles spéciales où des juges professionnels décident seuls des peines. On compte 4 750 arrestations et 844 ouvriers mineurs inculpés. Quelque 650 passent en procès, dont 200 accusés de crime ou de délit grave, et 46 de haute trahison et de meurtre ; 18 seront condamnés à mort ; et quatre, exécutés : un pour le meurtre d'un commerçant ennemi de la grève, un pour le meurtre de deux Africains, et deux accusés d'avoir fait fusiller un officier. Les peines de prison infligées sont souvent longues. Un des chefs des commandos, Erasmus Piet, se voit infliger dix ans pour « haute trahison », et d'autres insurgés sont condamnés à vie.

Tous seront libérés en 1923 ou 1924, entre autres parce que Smuts sollicite l'électorat blanc. Pour fêter leur libération, un meeting est organisé au Town Hall de Johannesburg : presque tous les orateurs reprennent le mot d'ordre d'une

Afrique du Sud blanche, et l'assistance ne compte quasiment aucun Noir.

Des milliers de mineurs blancs ne sont pas réintégrés, et l'on estime à 15 000 le nombre de Blancs devenus chômeurs ou dépendants d'aides publiques. Comparés à ceux de 1914, les salaires des mineurs qualifiés baissent d'un tiers. Comme le dit l'Office du charbon, organisme gouvernemental, en décembre 1922, la seule façon de promouvoir l'économie est d'obtenir « *la production la plus élevée possible au moindre coût possible* ».

Les mineurs de charbon subissent un traitement identique. Dans le Highveld, première région charbonnière du pays, comme le prix de l'or, celui du charbon baisse. Là aussi, les patrons, en position de force, diminuent les salaires et refusent de négocier.

XIII. Victoire politique du travail blanc ?

Rapide détour sur la vie politique sud-africaine avant et après 1922.

Au moment de l'insurrection, le pays est dirigé par le Parti sud-africain, avec à sa tête Jan Smuts (1870-1950), Premier ministre depuis la mort de Louis Botha, en 1919. Issu du milieu afrikaner, général boer pendant la guerre du même nom, Smuts est un homme d'ordre mais aussi d'équilibre. Soucieux de concilier les intérêts de l'ensemble de la classe dominante d'origine afrikaner autant qu'anglaise, il cherche ce qui divise le moins : « *Nous allons créer une nation qui sera de caractère composite, qui inclura les Hollandais, les Anglais, les Allemands et les Juifs, et toute nationalité blanche en quête d'un lieu où se réfugier. Tout le monde est bienvenu.* »

Le monde blanc, cela va de soi ; et s'ils sont blancs, Smuts n'hésitera pas à faire une petite place aux travailleurs.

Face à Smuts, le Parti national, fondé en 1914, avec à sa tête James Hertzog (1866-1942), réunit ceux qu'on nomme les nationalistes, expression des couches dirigeantes et du petit peuple afrikaners (Hertzog fut général, comme Botha, prédécesseur de Smuts, comme Smuts lui-même pendant la guerre des Boers avant qu'il redevienne chef militaire, en 1914 : si l'on ajoute le colonel Creswell, secrétaire général du Labour, tous les grands partis de ce pays sont dirigés par des officiers supérieurs).

À une ligne « afrikaner » basée sur un bloc uniquement blanc et partisan d'une séparation radicale entre Blancs et Noirs par exclusion des Noirs de la vie quotidienne et politique s'oppose une tendance « anglaise » « libérale » consciente de l'impossibilité d'une Afrique du Sud purement blanche, donc de l'inévitabilité d'accorder aux « non-Européens » un minimum de droits civiques et de promotion sociale. L'évolution n'aura rien de linéaire ni d'automatique, la période des minces concessions consenties aux Noirs cédant la place, en 1948, à l'ère national-raciste : le *colour bar* hérité du système colonial, et devenu avec le temps un empilement de mesures *ad hoc*, est alors transformé en ségrégation institutionnelle qui durera plus de quarante ans.

Jusqu'à la période de l'apartheid incluse, la vie politique sud-africaine sera animée par la question noire, c'est-à-dire la meilleure façon d'assurer la suprématie bourgeoise *et blanche*, les deux étant longtemps confondues par le maintien des Noirs dans une condition politique et sociale systématiquement inférieure.

Jusqu'au moment où la poussée du travail noir organisé a empêché de le cantonner en bas de l'échelle. Et où la domination bourgeoise a cessé de pouvoir être exclusivement blanche. Ce qui prime en un pays capitaliste, c'est le rapport profits/salaires, qui ici commande le traitement du travail (blanc et noir). L'inégalité raciale est au fondement de l'histoire sud-africaine, mais, parce que historiques, les formes et les degrés de cette inégalité – encore présente au XXI^e siècle – ont évolué avec le temps et les transformations du capitalisme local et mondial (voir chapitre 16).

On en était loin en 1922.

Si l'ensemble de la classe dirigeante approuve la répression, le Parti national critique la gestion gouvernementale de la crise, estimant par exemple excessive l'application de la loi martiale. En rétablissant l'ordre, Smuts a remporté une victoire sociale, mais il va subir une défaite électorale deux ans plus tard.

Pendant la grève, quelques politiciens avaient vainement tenté de réunir les députés travaillistes et nationalistes afin de former un gouvernement provisoire, qui proclamerait une république. Ce qui avait échoué au son des bombes allait s'accomplir dans les urnes. 1922 trouve sa solution politique deux ans plus tard : le Parti sud-africain perd le pouvoir en 1924, renversé par une alliance entre le Parti national et le mouvement ouvrier blanc *via* le Parti travailliste sud-africain appuyé par les syndicats. Quoique minoritaire, avec seulement deux ministères, le Labour est quand même en charge de la Défense, confiée au colonel Creswell. Les deux partis ont été élus sur un programme « social », contre l'intransigeance bourgeoise, mais tout autant pour une *white labour policy*. Cette union d'un parti

ouvrier et d'un parti que l'on qualifierait aujourd'hui « d'extrême droite » reçoit d'ailleurs le soutien « critique » du parti communiste (PC), pour qui la politique anti-noire de l'alliance socialiste-nationaliste serait un moindre mal que la politique anti-ouvrière de Smuts. D'autant que les nationalistes, pour attirer les voix *coloured* du Cap, mettent une brève sourdine à leur racisme foncier.

Une fois installé au pouvoir, le nouveau gouvernement licencie des milliers de Noirs employés dans l'administration. En 1925, la discrimination raciale sur les lieux de travail est inscrite dans la loi. Les soins médicaux pour les maladies professionnelles de la mine sont accordés selon des statuts très différents en fonction de la couleur de peau, et seuls les enfants d'ouvrier blanc bénéficient d'une éducation gratuite.

Il s'en faut pourtant de beaucoup que les Blancs retrouvent leurs avantages. On ne revient pas sur ce qui était au cœur de l'explosion de 1922 : la perte du monopole des emplois semi-qualifiés. Ils continuent d'être réservés aux Blancs dans le secteur public, les chemins de fer et l'industrie manufacturière, mais non dans les mines, où d'autre part les salaires diminuent de 10 à 40 %. Les délégués d'atelier ne sont plus reconnus, et avant de faire grève les travailleurs doivent respecter une procédure obligatoire de conciliation.

Le Labour se scinde en 1928, une minorité restant fidèle à l'alliance « à droite », la majorité se rapprochant de l'Industrial & Commercial Union (ICU, syndicat multiracial), commençant la très lente ouverture des socialistes vers une entente avec les Noirs, qui au terme de décennies de luttes aboutira au démantèlement de l'apartheid.

XIV. Introuvable solidarité

Comme on l'a vu au chapitre 5, dans le mouvement ouvrier et socialiste/communiste, les plus radicaux n'ignoraient pas la division raciale entre prolétaires et ses conséquences sur la lutte des Blancs comme des Noirs. Percy Fisher demandait une agitation pour doubler ou tripler la paye des mineurs noirs, et Harry Spendiff ne se privait pas de critiquer le racisme ouvrier. Mais, en 1922, les meilleures intentions ne pouvaient être suivies d'effets. Même ceux des grévistes qui n'éprouvaient aucune hostilité aux Noirs doutaient de leur capacité de lutte, et plus encore de leur volonté d'appuyer la lutte des ouvriers blancs. Par rapport aux prolétaires de couleur, dans le meilleur des cas, leur action se borne donc à tenter d'empêcher que des Blancs n'agressent des Noirs ou, du moins, à dénoncer ces agressions. La séparation raciale s'imposait à eux comme un fait accompli, source de permanentes contradictions. Le PC, par exemple, est à *la fois* favorable à la solidarité interracial et à une Afrique du Sud blanche.

De leur côté, comment les mineurs noirs seraient-ils solidaires ? Et de quoi ?

L'African People's Organization (créée en 1902 pour la défense des « métis » – *coloured* – et élargie ensuite à la lutte contre l'ensemble des discriminations raciales) ne soutient pas une grève dans laquelle elle voit une affaire de Blancs : comme pendant la guerre des Boers, quand les Blancs se battent entre eux, les Noirs n'ont rien à y gagner.

La relative ouverture aux Noirs de certains emplois n'empêche pas les Blancs de conserver les meilleurs postes. La répression de 1922 et la perpétuation du « travail blanc » après 1924 aggravent la

polarisation raciale. Si l'on embauche des Noirs, il est aussi facile de les licencier dès qu'ils posent problème : tel sera le cas de milliers d'entre eux dans les années suivantes. À long terme, le prolétaire noir sort perdant de cette période. À en croire les statistiques, l'écart des rémunérations entre mineurs blancs et noirs était plus élevé dans les années soixante qu'avant 1914 : les mineurs blancs gardaient leur position de force pour rester les seuls bénéficiaires des gains de productivité.

XV. De la classe au peuple, et du peuple à la nation

Dans les décennies suivantes, le Trades Union Council (TUC, successeur en 1925 de la South African Industrial Federation, et dont le premier secrétaire est Bill Andrews, également secrétaire général du PC), la plus puissante centrale syndicale, défend les privilèges – persistants mais amoindris – du « travail blanc ». S'il lui arrive d'appuyer les revendications des prolétaires de couleur, son soutien s'arrête au point où celles-ci entameraient l'emploi, le statut et le niveau de vie des Blancs.

Bien plus tard, en 1965, une nouvelle tentative patronale d'embaucher davantage de Noirs provoquera de telles réactions que le projet sera abandonné au bout de quinze mois, et les Blancs confirmés dans leur fonction de contremaîtres. Pourtant, cette position était à terme intenable, car les Noirs avaient pour eux le nombre et, malgré la répression, une organisation de plus en plus solide.

Avec cette particularité que les prolétaires noirs, forcés de combattre à *la fois* les patrons et une domination raciale dont profitent les prolétaires blancs, vont

faire de leur défense de classe une lutte pour l'abolition de cette domination. Une double originalité du mouvement noir sud-africain, c'est l'importance prise par les syndicats, et le rôle structurant du PC.

En effet, malgré l'existence d'autres organisations, c'est le PC, aux effectifs dérisoires (300 membres en 1922 dans tout le pays) et parfois squelettiques, qui sera un des principaux facteurs de l'émancipation raciale, et de la fondation de l'État sud-africain « multiracial » contemporain. Contrairement à ce que prétendait la propagande gouvernementale, l'African National Congress (ANC) n'était pas manipulé par le Parti communiste sud-africain (lui-même présenté comme téléguidé depuis Moscou), mais il devait une bonne partie de sa structure et de ses cadres au PC, et donc sa stratégie, jusqu'à adopter en 1949 le « Programme d'action » du PC de 1937. Ensuite, il est vrai, l'ANC s'est autonomisée, gardant seulement longtemps une idéologie à la fois socialiste et nationale, comme beaucoup de mouvements anticolonialistes alors.

Pour jouer ce rôle, il fallait un parti où les Blancs ne dominent plus, ni dans sa composition ni dans sa ligne. Confronté dès sa fondation, en 1921, à la question raciale, le PC tenait pour légitime la lutte des mineurs blancs pour défendre leurs droits, tout en revendiquant de meilleurs emplois et une meilleure paye pour les Noirs. Position impraticable, car les droits des uns n'étaient acquis qu'aux dépens des autres, ce qui supposait le maintien des Noirs dans des emplois et des salaires inférieurs à ceux des Blancs. Le slogan « À travail égal, salaire égal » n'avait aucun sens pour des Noirs à qui justement l'égalité *dans le travail* était refusée. Dès lors, l'antiracisme (plus ou moins) pratiqué

par le PC ne pouvait qu'être verbal, et sa dénonciation des agressions anti-noires, y compris de la part d'ouvriers blancs, relevait d'une affirmation de principe inapplicable dans les faits.

Cette contradiction, les militants ont bien été obligés de la constater, et de voir où seraient leur intérêt et l'avenir de leur organisation. Déjà Percy Fisher (non-adhérent du PC) disait qu'une révolution n'aurait de chance de réussir dans ce pays qu'en partant de ceux qui sont en bas de l'échelle : les indigènes (natives). En 1919, Ivon Jones, de la direction du PC, prédisait que « *le futur Lénine d'Afrique du Sud serait africain* », avant d'écrire, cinq ans plus tard : « *Nous avons perdu les syndicalistes. [...] il n'y a pas de place pour un PC en Afrique du Sud blanche, sauf en tant que chien de garde des indigènes* ».

Conclusion, à moins de rester une secte, le parti ne peut être basé sur des militants blancs : il devra prendre en charge les masses noires, ce qui voulait dire animer un mouvement de libération des hommes et femmes de couleur. Cela prendra des années.

En effet, longtemps le syndicalisme noir est fragile, ses liens avec les organisations blanches précaires ou nuls, et il garde ses distances avec les communistes, d'ailleurs de plus en plus bureaucratisés, et bientôt stalinisés. À ses origines, l'Industrial & Commercial Union, syndicat des travailleurs non européens, n'est pas étrangère aux méthodes des IWW américains : l'ICU se réclame du « *One Big Union* » et entretient l'espoir d'une grève générale libératrice de l'ensemble des travailleurs africains. Mais, comme dans beaucoup d'autres pays (comme à la CGT française, passant dès avant 1914 du syndicalisme

révolutionnaire au réformisme), cette radicalité s'émousse. Hostile aux grèves sauvages, l'ICU préfère la conciliation à l'affrontement, soutient certaines grèves et en désavoue d'autres. En 1926, elle exclut les communistes et publie une déclaration de loyauté antirévolutionnaire. Ce qui restera comme le plus grand mouvement organisé des travailleurs non blancs de l'époque (jusqu'à 200 000 membres, comparés aux 30 000 du TUC blanc) dépérit, miné par la corruption, la rupture entre défenseurs de l'action directe et partisans d'« *y aller doucement* » (*go carefully*), avant que diverses scissions ne le fassent éclater. En 1929, le syndicalisme noir n'organise que 10 000 ouvriers dans le Rand. Parfois – rarement – des Noirs font grève en solidarité avec des Blancs (dans la confection par exemple), sans réciprocité d'ailleurs. Une tentative de fusionner les syndicats blanc et noir de la blanchisserie aboutit à un échec.

Devant cette quasi-impossibilité d'action commune interraciale, le syndicalisme noir, sans cesser de mener des actions revendicatives sur le lieu de travail, servira aussi de mouvement de combat contre l'hégémonie blanche. Cette évolution n'avait rien de fatal : c'est l'échec prolétarien à unir Blancs et Noirs qui a conduit la résistance des travailleurs noirs à se faire le véhicule d'un projet national.

Dans bien d'autres pays aussi, la défense du travail a dépassé le cadre de l'entreprise pour donner naissance à un ensemble d'activités d'entraide, d'éducation, de santé et de loisirs, et bien sûr politiques, dont les exemples les plus marquants furent les « contre-sociétés » social-démocrates (allemande ou scandinave) et stalinienne (française ou italienne). L'Afrique du Sud

a ceci de particulier que l'organisation du travail a été un moyen pour les Noirs de se réunir et d'agir autant comme Noirs que comme travailleurs. Si, en 1945, le syndicalisme noir ne réunit qu'environ 150 000 membres, son action va de plus en plus ressembler à celle d'un mouvement de masse luttant pour les droits civiques dont est privé l'ensemble de la population noire, animant notamment le refus des laissez-passer. Il y a continuité entre s'organiser sur les lieux de travail et de vie, comme entre se défendre face au patron et face à la discrimination subie quotidiennement.

Dans cette évolution, il était difficile d'imaginer qu'un jour le PC tienne un rôle de premier plan. Jusqu'au milieu des années vingt, très peu de Noirs rejoignent ses (maigres) rangs, en raison de la répression, mais aussi du faible intérêt du parti pour la question raciale. En 1928, la nouvelle ligne de « l'africanisation » change la donne. Désormais, le parti remplace le mot d'ordre de révolution socialiste par celui d'une « *république indigène* [native] *indépendante* », avec droits aux minorités, blanche notamment (à la même époque, le PC américain prône la création d'un État noir indépendant composé de plusieurs États du Sud, là encore avec des droits reconnus à la minorité blanche de la population). Cette politique aliène certains adhérents blancs, mais attire une base noire, dont le PC affirme qu'elle est maintenant majoritaire. En 1929, sur les 30 délégués disant représenter 3 000 membres à une conférence, 20 sont noirs. Mais l'africanisation suscite aussi de graves désaccords internes qui, combinés aux diverses purges, entraînent une hémorragie de militants : il en restera 130 en 1933.

En 1935, nouveau virage, priorité à la lutte antifasciste et abandon du thème de la république noire. Au lendemain de la guerre, quoique le PC compte de plus en plus de Noirs, ils demeurent minoritaires dans sa direction. Ce n'est qu'après l'interdiction du CPSA (Communist Party of South Africa), sa renaissance dans la clandestinité en 1953 sous le nom de South African Communist Party (SACP), et son choix de la lutte armée en 1960 que le PC jouera dans la résistance noire un rôle majeur jusqu'à la fin de l'apartheid, trente ans plus tard⁶.

Expression du monde du travail organisé comme d'une autre façon la social-démocratie, le « stalinisme » aura comme elle revêtu les formes et contribué aux évolutions historiques les plus variées. En Afrique du Sud, pour le prolétaire noir, l'abolition de l'apartheid ne fait qu'un avec sa défense en tant que travailleur. Le Noir vivant au contact du monde blanc était directement victime du racisme au travail. Alors qu'un Africain coiffeur ou petit commerçant était libre de vivre de son métier dans un quartier noir (à condition de ne pas trop en sortir), l'Africain capable d'exercer une activité de technicien ou de fonctionnaire se heurtait aux limites, voire aux barrières, raciales.

Face à un Parti national à domination afrikaner au pouvoir depuis 1929 et incarnant une nation blanche séparée, la montée de l'ANC était celle d'un mouvement national forcément noir dans un pays très

6 Parallèlement, le mouvement syndical blanc scissionne : une partie se rapproche des syndicats de couleur, une autre s'accroche à une discrimination raciale remise de plus en plus en question par les prolétaires noirs. Quant au Labour Party, il décline en tant que représentant politique du « travail blanc » et disparaît après 1960.

majoritairement noir. Son succès supposait la mobilisation d'un « peuple » noir transclassiste, mais dont les gros bataillons étaient le travail noir (ainsi que métis et indien) organisé en syndicats. L'une des conditions en était la formation d'une population noire urbaine « sans réserves ». Tant que l'ouvrier noir gardait une possibilité de retourner à la campagne ou d'y trouver une assistance, le travail industriel pouvait n'être qu'une phase provisoire de son existence. Pour cette raison, le syndicalisme non européen ne s'est pas développé d'abord dans des secteurs comme les mines, et plutôt dans les transports, la couture ou la blanchisserie. En 1939, les 400 000 mineurs noirs (venus des « réserves » pour un contrat de dix-huit mois et vivant en *compounds*) et le million d'ouvriers agricoles noirs étaient encore peu organisés. C'est seulement après les années soixante et soixante-dix qu'une masse critique de prolétaires africains n'auront plus que leur salaire pour vivre. Alors débutera la large syndicalisation qui donnera à l'ANC l'une de ses deux bases de mobilisation, l'autre étant les habitants des townships, eux-mêmes généralement « sans réserves », avec ou sans emploi.

XVI. Contradictions sud-africaines (et solution)

Une contradiction animait les rapports de race en Afrique du Sud au xx^e siècle : employer des Noirs là où ils étaient plus rentables que les Blancs, mais aussi maintenir la stabilité politique, c'est-à-dire la suprématie blanche, donc garantir à des Blancs les meilleurs emplois et statuts. Longtemps conciliables malgré des secousses, dont l'insurrection de 1922 est la plus violente, les termes de cette

contradiction ont été comprimés de force, après 1948, par un système qui espérait tout résoudre en assignant des lieux et des fonctions obligatoires spécifiques à des groupes ethniques légalement définis.

L'apartheid ne faisait que durcir le fondement racial d'une Afrique du Sud alors dirigée par des politiciens afrikaners au nom d'un « peuple » afrikaner qui s'était longtemps représenté lui-même comme discriminé, colonisé par les Anglais dans un pays dont il était en fait le colonisateur aux dépens des Noirs. L'illusion afrikaner n'exigeait d'ailleurs pas seulement de s'isoler des Noirs, mais de se détacher de l'Angleterre, de couper le lien symbolique avec la Couronne britannique, d'acquiescer une totale indépendance en devenant une république, ce qui sera chose faite en 1960, de justesse : 849 000 pour, 775 000 contre ; seuls les Blancs votant, comme on s'en doute. Ce mythe nationaliste était plus afrikaner que sud-africain, avec sa communauté, son enracinement rural, sa langue, l'afrikaans (défendu contre la domination de l'anglais), son épopée, son drapeau et ses martyrs.

L'utopie raciale d'un « développement séparé » consistait à diviser le pays entre zones développées et zones arriérées, à réserver l'économie moderne aux Blancs tout en y admettant sous strict contrôle les Noirs employables, à enfermer les Noirs surnuméraires dans des territoires à part, comme si l'on pouvait rigidifier les classes en castes, et organiser administrativement les flux de travail et de capital. Raciste « différentialiste » avant le mot, le Parti national se flattait de « *permettre aux indigènes de suivre leur propre voie* » dans des bantoustans où ne vivait d'ailleurs qu'un tiers de la population noire sud-africaine dans les années cinquante.

Ce repli « réactionnaire » tentait de faire marcher l'histoire en sens contraire de l'évolution du colonialisme vers un néocolonialisme fondé sur une domination plus souple, plus indirecte, qui cesse de revendiquer l'inégalité des races. Le capitalisme est une société qui fait se rencontrer des classes sociales, non qui maintient séparés des groupes ethniques. Mais le carcan aura quand même tenu longtemps, en grande partie grâce à la guerre froide, avant d'éclater sous la pression du travail local majoritairement noir, du capitalisme international et des bourgeois sud-africains « progressistes ». L'une des figures les plus célèbres en était Harry Oppenheimer (1908-2000), propriétaire de mines de diamant et l'un des hommes les plus riches du monde, député libéral de 1948 à 1957, puis grand financier de l'opposition anti-apartheid dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

Sous l'apartheid, l'élite « anglaise » détenait l'essentiel du pouvoir économique et financier, sa fraction « afrikaner » contrôlant la police, l'armée et la fonction publique. Au fil du temps, une bourgeoisie historiquement divisée a fini par se réunir sur ce qui était pour elle l'essentiel. De nos jours, l'autorité politique est noire, et la puissance économique partagée entre bourgeois noirs et blancs. Autrefois traités en étrangers dans leur pays, les prolétaires noirs ont gagné le droit d'être exploités chez eux, et quand 34 mineurs grévistes meurent dans une manifestation à Marikana en 2012, c'est sous les balles de policiers noirs (et de cadres syndicaux du National Union of Mineworkers, qui ont tué deux manifestants). En 2016, la proportion de Noirs dans la police (76 %) était équivalente à celle dans la population totale (79 %).

Quant à l'inégalité raciale, auparavant inscrite dans la loi, elle résulte maintenant avant tout de logiques capitalistes : en 2015, les Noirs sud-africains subissaient un taux de chômage quatre fois supérieur à celui des Blancs, et près des trois quarts des terres cultivables restent propriété des Blancs. La richesse n'est plus réservée aux Blancs, mais l'immense majorité des Noirs est toujours pauvre.

XVII. La mine aux mineurs ?

Ce que visaient les insurgés de 1922, c'était le programme ainsi résumé dans un Manifeste pour l'abolition du capitalisme, diffusé à l'époque en Afrique du Sud : « *le contrôle de l'industrie par les travailleurs et pour les travailleurs* ». Tel était aussi le projet du syndicalisme révolutionnaire.

La grève met le prolétaire en retrait du rapport capital/travail salarié – provisoirement. En passant de là à l'insurrection, les ouvriers du Rand ont pris ou tenté de prendre le cœur de la force militaire étatique (postes de police, casernes, dépôts d'armes), et, quand ils ont réussi, s'y sont retranchés, espérant faire ainsi un premier pas vers un pouvoir ouvrier ou populaire. Or, en occupant le terrain social – carreau de mine ou central téléphonique – sans le changer, ils se condamnaient à perdre tôt ou tard l'espace qu'ils avaient conquis.

Il est indispensable à une insurrection de s'emparer des lieux de travail et d'habitation, puis de ne pas s'en laisser déloger, mais là n'est pas la force du prolétariat.

Ni celle de la bourgeoisie d'ailleurs : elle ne domine pas parce qu'elle contrôle l'espace physique de la mine, de l'usine, de la gare ou du port, mais parce qu'elle maîtrise ce qui met en mouvement mine, usine, gare ou port : le rapport de

production sans lequel ce bien de production reste inerte. La force armée de l'État – indispensable car dernier rempart – n'est qu'une conséquence de la maîtrise bourgeoise sur les moyens de production qui sont plus que des moyens matériels.

Qu'est-ce que le monopole bourgeois des moyens de production ? La capacité de mettre en œuvre des outils, des équipements, des êtres humains aussi, de faire travailler des prolétaires (et par là de maîtriser la société). Par conséquent, prendre la mine, l'usine, la terre (et le bureau, les ordinateurs...) sans s'en prendre au rapport social capitaliste, c'est aller à l'échec. Ce rapport social, c'est ce qui fait que la mine ne se contente pas d'extraire du charbon, mais que ce charbon est extrait par un salarié puis vendu pour un profit, selon des contraintes de calcul du temps de travail, de mesure de la rentabilité, de recherche du temps minimal de fabrication, de normalisation, etc. C'est seulement en inaugurant une autre façon de vivre et donc de produire (et le cas échéant de cesser de fabriquer ce qui est nocif) que le rapport social capitaliste sera détruit⁷.

L'usine aux ouvriers, la mine aux mineurs, la terre aux paysans, le bureau aux informaticiens, c'est le travail aux travailleurs, mais il n'y a pas de travail sans capital.

XVIII. Un siècle après

Près d'un siècle a passé : l'Afrique du Sud n'est plus « blanche ». Après avoir

⁷ Voir Bruno Astarian, *Activité de crise & communisation*, 2010 sur hicsalta-communisation.com, et Gilles Dauvé, *De la crise à la communisation*, Entremonde, 2017 (chapitre 5, « L'insurrection créatrice »).

longtemps nourri le martyrologue d'une mémoire ouvrière – blanche en l'occurrence –, 1922 a été absorbé dans la patrimonialisation universelle : le touriste se voit aujourd'hui proposer un circuit automobile sur les lieux de l'insurrection. Tout en roulant de Barnes Road (où les grévistes fusillèrent un commerçant pour avoir aidé la police) à Fordsburg (là même où sont morts les derniers combattants) en passant par l'école Cottesloe (QG du commando Knopkierie), si le vacancier repense à la ségrégation raciale, c'est probablement pour s'effarer de sa monstruosité. Or ni l'inégalité entre Blancs et Noirs en 1922, ni sa systématisation ultérieure par l'apartheid n'étaient plus aberrantes que d'autres modes d'exploitation passés ou présents. Ils étaient alors nécessaires au fonctionnement de l'industrie minière « moderne » et de l'économie « patriarcale » boer à la campagne, comme à l'équilibre politique du pays.

Tielman Roos, personnalité politique de droite en quête de voix ouvrières, qui aimait dire « *Travailleurs du monde, unissez-vous et lutez pour une Afrique du Sud blanche* », déclare en 1928 : « *En Afrique du Sud, tout homme blanc est un aristocrate, et celui qui est dirigeant et maître ne saurait être prolétaire.* »

Le démagogue Roos n'est pas le seul à qualifier d'« aristocratie » la partie la plus favorisée des travailleurs. Souvent employée, l'expression « aristocratie ouvrière » est source de confusion dans la mesure où elle suppose que resurgissent dans le capitalisme des réalités précapitalistes : les différences de naissance et d'origine indépassables dans une société traditionnelle où un homme n'en vaut

naturellement pas un autre⁸. Or c'est le capitalisme qui crée et recrée des inégalités entre prolétaires, et il ne le fait pas à partir de rien. Il met à profit des différences existantes (de sexe, de couleur de peau, de nationalité, de religion...) qu'il recompose à sa façon : il en entretient certaines, en revivifie d'autres, en réduit d'autres encore, et c'est le présent capitaliste qui donne, redonne ou enlève de l'importance à tel ou tel facteur discriminant. Le capitalisme a besoin de hiérarchies, mais se donne celles qu'il trouve et les modifie. L'aristocrate vivait à l'extérieur du peuple : le mineur blanc de 1922 travaillait à côté d'un mineur noir. Puissance égalisatrice (à qualification semblable, les travailleurs sont potentiellement interchangeables), le salariat est toujours aussi force de division (pour s'assurer l'appui d'une minorité des salariés, le capital les paye au-dessus du coût de leur force de travail⁹). En Afrique du Sud, une minorité ouvrière considérait la ségrégation raciale et le gouvernement « blanc » comme sa « *protection contre l'exploitation par leur employeur d'une part, et contre la concurrence des travailleurs non euro-*

8 Les mots sont ici encore plus piégés que sur d'autres sujets. Par exemple, « le privilège » racial dont bénéficiaient les Blancs sud-africains avait peu à voir avec la condition des « privilégiés » d'Ancien Régime. Dans la France d'avant 1789, noble et roturier existaient chacun par appartenance à une communauté distincte, avec ses droits et ses obligations : rare était le roturier ennobli, et l'aristocrate appauvri ne tombait pas dans la roture. Au contraire, dans l'Afrique du Sud, malgré la suprématie blanche, il fallait que Noir et Blanc puissent être interchangeables dans le travail. En logique capitaliste, la détermination de classe prime sur celle de la couleur de peau.

9 Voir B. A. et R. F., *Ménage à trois* dans « Lectures ».

péens d'autre part » (Edward Roux). Mais ce qui avait été vrai au début du xx^e siècle ne l'était plus au même degré en 1920, encore moins cinquante ans plus tard.

Jamais la libre circulation du travail (d'un métier ou d'un pays à l'autre) n'abolit entièrement les distinctions dues à la couleur de peau. Deux tendances contradictoires coexistent : la ségrégation nationale et/ou raciale (frontières étatiques et/ou barrières de couleur), et la liberté pour le bourgeois d'acheter le travail au moindre coût. Un grand nombre de patrons sont favorables à l'émigration : s'ils ont besoin de frontières quand il leur faut des tarifs douaniers, ils n'en sont pas moins partisans d'ouvrir ces mêmes frontières à une main-d'œuvre moins chère. Le bourgeois a évidemment besoin d'un État, et celui-ci dépend d'un lieu, d'une communauté de classes sur un territoire (aucun État ne vit hors sol), mais, volontiers cosmopolite, il traversera des continents pour trouver la fiscalité la plus favorable. C'est le prolétaire qui par force dépend souvent de la protection relative que lui accorde un statut, un groupe, une origine ou une pièce d'identité. Et politiquement, au début du xxi^e siècle en Europe, une partie de la classe dirigeante européenne est pour l'immigration (qui notamment baisse le coût du travail), tandis qu'une autre partie exploite les poussées identitaires.

Un siècle après... on aurait pu croire dépassés ce que Bordiga appelait les « *facteurs de race et de nation* »... Jusqu'au mot *race*, il y a peu encore banni par la critique radicale de son outillage mental. Mais aujourd'hui le commun devient communautaire, et l'on voit réinventer le tiers-mondisme. L'anti-impérialisme d'antan espérait couper la métropole de colonies où elle trouvait des matières

premières bon marché source de surprofits : ainsi raviverait-on au centre du capitalisme un mouvement ouvrier amolli par les miettes accordées aux prolétaires ouvriers occidentaux grâce à la surexploitation des prolétaires de la périphérie. On n'entend plus guère le mot *impérialisme*, mais une nouvelle théorie se fait jour, celle d'un tiers-monde désormais à l'intérieur des vieilles métropoles industrielles, discriminé et surexploité en raison de sa couleur de peau ou de sa supposée religion, nouveau sujet historique aux côtés ou à la place de prolétaires « nationaux » rendus passifs par leurs « privilèges ».

Au fond, ce que nous dit ce concept de « blanchité » ou « blanchitude », c'est que le prolétaire blanc serait moins prolétaire que blanc (et, quant à lui, le prolétaire noir plus noir que prolétaire). Le prolétaire ne se définirait plus à partir de sa place dans les rapports de production, mais dans les relations de race. Il ne serait plus déterminé par son exploitation par le bourgeois (et son opposition à lui), mais au moins autant sinon davantage par la position (dominante ou dominée) que lui donnerait sa couleur de peau. En conséquence, le dépassement du racisme ne serait plus le résultat d'une lutte commune des prolétaires blancs et noirs, mais d'une lutte du prolétaire blanc (s'il en est capable) contre sa propre blanchité, et du prolétaire noir pour affirmer une identité de couleur – pourtant imposée par le capitalisme. Au bout du compte, que l'on continue ou non à parler de classes, la classe est considérée comme secondaire (provisoirement peut-être) par rapport à la race, laquelle se trouve promue thème de lutte prioritaire¹⁰.

10 Sur l'évolution du concept de « race » et son usage récent, voir Tristan Leoni, « Race et Nouvelle

La couleur de peau n'est d'ailleurs qu'un des facteurs possibles de fractionnement, il en est d'autres, la discrimination homme/femme, la nationalité, la religion... Historiquement, les prolétaires ont été plus désunis que solidaires ; et la vraie question, c'est comment dépasser ces divisions. Tant qu'on lutte pour l'emploi, on lutte pour une place dans le capitalisme, contre le patron, mais ce peut être aussi contre des prolétaires concurrents. Même si abondent les exemples de luttes unissant tous les ouvriers d'une entreprise (le Maghrébin comme le « Français » qui quelque temps avant pouvait tenir des propos racistes), les prolétaires s'exposent toujours au risque d'être divisés tant qu'ils luttent en tant que travail.

Nous vivons un « entre-deux ». Quand décline le vieux mouvement ouvrier sans qu'émerge un dépassement positif¹¹, il est tentant de remplacer (pour les post-marxistes) ou de compléter (pour ceux qui tiennent à Marx) « la classe » par une addition de minorités, chacune pouvant être le prétexte d'un nouveau « front de lutte » fondé sur un type spécifique de domination.

L'émeute « blanche » du Rand, c'était en 1922. Mais on n'en a pas fini avec les classes... et « la race ».

droite », mars 2018.

11 La « dés-ouvriérisation » du PCF en est un exemple. Voir G. D., « Sur la « dés-ouvriérisation » du PCF », juillet 2017. Il n'y a ni à regretter un « âge d'or » du mouvement ouvrier, ni à voir son effacement comme un phénomène automatiquement positif car déblayant enfin le terrain pour un « vrai » affrontement des prolétaires avec le capitalisme. Vaste sujet sur lequel il faudra revenir. Jeremy Krikler, *White Rising. The 1922 Insurrection & Racial Killing in South Africa*, Manchester University Press, 2005. Essentiel.

Lectures

Lucien van der Walt, *Between racial capitalism and revolutionary socialism: Revolutionary syndicalism, the national question and South African socialism, 1910-1928*, 2001. Et *Anarchism & Syndicalism, South Africa*, 2009.

Edward Roux, *Time Longer than Rope. A History of the Black Man's Struggle for Freedom in South Africa*, University of Wisconsin Press, 1966. Cadre du PC jusqu'en 1936, Roux minore le rôle des courants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires (y compris dans l'International Socialist League), dont au contraire Lucien van der Walt montre l'importance.

Norman Herd, *1922. The Revolt on the Rand*, Blue Crane Books, Johannesburg, 1966.

Stephen Ellis, Tsepo Sechaba, *Comrades against Apartheid. The ANC & the South African Communist Party in Exile*, Indiana University Press, 1992.

Mia Roth, *The Communist Party in South Africa. Racism, Eurocentricity & Moscow, 1921-1950*, Partridge, 2016.

Baruch Hirson (1921-1999, militant et historien trotskyste sud-africain, critique de l'ANC et de ses « méthodes stalinienne(s) »), *The General Strike of 1922*, sur marxists.org

Keith Breckenridge, *Fighting for a White South Africa : White Working Class Racism & the 1922 Rand Revolt*, 2007. Nuance et complète Krikler.

John Philips, *The South African Wobblies : The Origins of Industrial Unions in South Africa*, 1978, sur libcom.org

Robert Paris, *Une histoire de syndicalisme révolutionnaire en Afrique du Sud*, 2013, sur matierevolution.fr

Adam Tolcher, *How does the 1922 Rand Rebellion Reveal the Relative Importance of Race & Class in South Africa ?*, 2011.

Sven Lindqvist, « Churchill était choqué », *Le Monde diplomatique*, janvier 2003.

Peter Alexander, *Coal, Control & Class Experience in South Africa's Rand Revolt of 1922*, 1997.

Irina Filatova, *Communism in South Africa*. Riche synthèse et bibliographie.

David Walsh, « Percy Fisher. Easington's Rebel Army Leader ».

Sur les salariés chargés d'encadrer et de contrôler le travail des prolétaires, et pour cela payés au-dessus de la valeur de leur force de travail, voir B. A. et R. F., *Ménage à trois*, 2017, sur hicsalta-communisation.com (B. A. et R. F. analysent cette catégorie privilégiée comme une « classe moyenne salariée »).

Immanuel Wallerstein, *Le Capitalisme historique*, La Découverte, 1985 et 2002.

Bordiga, *Facteurs de race & de nation dans la théorie marxiste*, 1953.

David Roediger, *The Wages of Whiteness. Race & the Making of the American Working Class*, Verso, 1991, nouvelle édition augmentée, 2007 (*Le Salaire du Blanc. La formation de la classe ouvrière américaine et la question raciale*, Syllepse, 2018). Stimulant historiquement malgré la déficience théorique de l'idée de *whiteness* (en français « blanchité », « blanchitude », voire « blancheur »).

Pour le tourisme sur les lieux de l'insurrection : *Take a drive & see the sites associated with the 1922 Rand revolt*, 2016.

Le 18 avril 1922, par un message téléphonique « top secret », Lénine demande à Zinoviev, dirigeant de l'Internationale communiste, de faire envoyer des agents de l'IC « *en Afrique du Sud, pour réunir l'information la plus détaillée et la plus complète [...] sur le soulèvement ouvrier récemment réprimé. Cela devrait être fait le plus tôt possible, et avec le maximum de précautions, car nous pouvons être sûrs que les Britanniques vont tout faire pour éviter la moindre possibilité de contact avec les insurgés qui n'ont pas encore été fusillés ou emprisonnés* ».

Une insurrection ouvrière venait en effet de secouer le Rand, et de faire plus de 200 morts.

Mais ce que les bourgeois dénonçaient comme « révolte rouge » a ceci de surprenant d'avoir eu pour cause une lutte des mineurs blancs contre la menace de perdre leur emploi au bénéfice de mineurs noirs, donc la défense de privilèges « raciaux » d'une partie des prolétaires contre une autre. De plus, sur la quarantaine de Noirs tués, la plupart l'ont été par des grévistes blancs.

Alors, qui était l'ennemi des insurgés ? les patrons ? les Noirs ? ou les deux à la fois ? Dans une insurrection menée explicitement au nom de la classe et de la race, quel sens reste-t-il à « classe » et « race » ainsi confondues ?



Mineurs grévistes en 1922. Sur la banderole : « *Workers of the World, unite and fight for a white South Africa* ».